

LA

RÉVOCATION DU CHÈQUE

EN DROIT COMPARÉ

THÈSE pour le DOCTORAT

(*Sciences Politiques et Économiques*)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le *Lundi 26 Novembre 1923*

par

L. BEMBERG

Président : M. Gaston JÈZE, *professeur*,
Suffragants : { MM. WAHL, *Professeur*
LÉVY-ULMANN, *Professeur*

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
LÉON TENIN, DIRECTEUR
22. Rue Soufflot, Paris (5^e)



Digitized by the Internet Archive
in 2026.

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA

RÉVOCATION DU CHÈQUE

EN DROIT COMPARÉ

THÈSE pour le DOCTORAT

(*Sciences Politiques et Économiques*)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le *Lundi 26 Novembre 1923*

par

L. BEMBERG

Président : M. Gaston JÈZE, professeur,

Suffragants : { *MM. WAHL, Professeur*
LÉVY-ULMANN, Professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

LÉON TENIN, DIRECTEUR

22. Rue Soufflot, Paris (5^e)



INTRODUCTION

Il est difficile et peut-être impossible de donner une définition du chèque, encore que de nombreuses législations l'aient tenté notamment en Angleterre, en France, en Espagne. C'est, en effet, un procédé de libération essentiellement vivant et qui sans cesse se transforme d'après les besoins et les intérêts; d'où la difficulté — sinon l'impossibilité — de l'enfermer dans une formule rigide et définitive.

C'est pourquoi les législations les plus récentes se contentent d'indiquer les conditions qui permettent de dire : ce papier est un chèque. A la conférence de la Haye de 1912, c'est ce dernier procédé qui prévalut : l'on y décida que serait réputé chèque le papier qui, en outre de ce mot ou d'un équivalent, contiendrait les mentions suivantes : l'indication du lieu, et de la date d'émission; le nom du tiré, celui du bénéficiaire, enfin l'ordre pur et simple de payer une somme déterminée et la signature du tireur.

Pratiquement, l'on sait d'ailleurs très bien — du moins dans les milieux d'affaires — ce qu'est un chèque. Une personne a un crédit sur une autre pour quelque cause que ce soit : ce crédit est disponible; elle

peut s'en servir par voie de chèques, soit à son profit, soit au profit de tiers. Le débiteur qui remet des carnets de chèques sur lui-même se constitue en quelque sorte le caissier de ses créanciers; il leur fournit le moyen de faire usage de leurs crédits — au fur et à mesure de leurs besoins et de leurs désirs.

Ceci étant, il semble bien que le débiteur — dans la limite des crédits disponibles — doive être aux ordres du créancier, puisqu'il en est, pour ainsi dire, le caissier. Mais la question se complique du fait que le tireur de chèques se sert de ces titres comme d'instruments de libération vis-à-vis de ses propres créanciers.

Ceux-ci acceptent les chèques au lieu et place de monnaies légales. Peut-on admettre dès lors que le tireur, se ravisant, puisse briser ou paralyser dans leurs mains le titre qu'il leur a remis ?

S'il avait réglé en monnaies métalliques ou en billets de la Banque de France, il ne le pourrait pas. Le cas échéant, il ne lui resterait que l'action en répétition de l'indû. En peut-il être autrement quand il s'agit d'un paiement par chèque ? C'est le grave problème de la révocation. Le chèque est-il assimilable à une monnaie ? Il semble bien qu'alors la faculté de révocation de la part du tireur ne puisse se justifier. Mais n'est-ce point là une analyse arbitraire et mal fondée ? Plus on y réfléchit et plus on a de peine à admettre que la remise d'un chèque soit équivalente à la remise d'une monnaie. Dans la discussion au corps législatif de la

loi du 14/20 juin 1865, Monsieur Emile Olivier s'exprimait ainsi : « Qu'est-ce qu'un chèque ? C'est un mode d'effectuer un paiement. Au lieu de prendre dans ma poche 100 fr., je prends un morceau de papier qui représente 100 fr. Conséquemment, lorsque vous voulez savoir quelles sont les règles juridiques qu'il faut appliquer ou qu'il ne faut pas appliquer au chèque demandez-vous simplement quelles sont les règles ordinaires établies en matière de paiement si ces règles sont applicables en matière de paiement, elles seront applicables au chèque : sinon, non. Or le paiement peut se faire de deux manières : il peut se faire par le débiteur directement, personnellement et il peut se faire également par un tiers que l'on prie de payer à sa place. On appelle cela « l'indication de paiement ». Dans le langage juridique, il y a indication de paiement lorsque je dis à mon créancier, il m'est gênant que vous veniez chez moi prendre la somme que je vous dois. Je vais faire un voyage, par exemple, ou bien pour toute autre raison je ne serai pas présent ; adressez-vous à mon ami, à mon banquier et ce banquier que je vous indique fera le paiement que je devais faire moi-même personnellement.

Pour M. Emile Ollivier, et c'est la vérité même, nous semble-t-il, le chèque n'est donc « qu'une indication de paiement. » S'il en est ainsi les conséquences se déroulent d'elles-mêmes et c'est ce qu'observa l'éminent orateur.

« Toutes les fois que, par un fait quelconque, imputable au tireur, le porteur du chèque aura été impayé, la créance primitive conservera toute son ancienne vigueur. Il se passera exactement ce qui se passerait si un de vous, mon créancier, se présentait chez moi pour me demander une somme de 100 fr. et que je prenne dans mon tiroir cent pièces de monnaie fausses. Que se passerait-il en pareil cas ? Le créancier qui aurait pris en paiement ces centpièces de monnaie fausses reviendrait le lendemain et me dirait : « Je suis allé chez un changeur ou j'ai examiné moi-même les cent pièces que vous m'avez données ; ce ne sont pas des pièces réelles ; ce sont des fiches de jeu, par exemple, que, de bonne ou de mauvaise foi vous avez prises pour des pièces d'argent. Il n'y a pas eu de paiement sérieux ; reprenez vos jetons et donnez-moi cent pièces bonnes. Si vous résistez, je vous traduis devant la justice et je vous fais condamner. Eh bien, pour le chèque délivré, il faut faire exactement le même raisonnement.

La remise d'une bonne monnaie vaut paiement parce que cette monnaie constitue une contre-partie réelle et effective de l'engagement assumé ; avec elle, le possesseur pourra se procurer des équivalents des prestations qu'il a lui-même faites. La remise d'une fausse monnaie ne peut pas valoir paiement, parce qu'elle ne représente rien de réel. Il en est de même du chèque que le tireur révoque avant la présentation. Le porteur

garde sa créance primitive; bref, le chèque n'est un mode satisfactoire de paiement que s'il arrive à bonne fin. La remise d'un chèque est une étape dans le paiement; ce n'est pas le paiement, comme la remise d'une bonne monnaie. On est en face, non d'un paiement ferme, mais d'un paiement conditionnel : sauf bonne fin, comme disent les Banques. En conséquence, les risques du paiement par chèques sont plus grands pour celui qui les accepte, que ceux des paiements en monnaie. Il importe de les réduire au minimum, si l'on veut que le chèque se développe.

Or ce résultat serait bien désirable, si l'on songe que sa diffusion serait susceptible d'enrayer l'émission des billets de banque, cause essentielle de dépréciation des changes et de vie chère.

Il est inutile de souligner ici davantage l'intérêt du problème de la révocation : il se dégagera suffisamment au cours de l'étude qui va suivre et dont il reste à indiquer sommairement la marche.

Nous verrons d'abord les solutions qu'elle a reçues dans les principales législations du monde — et notamment dans la législation française. — Nous retracerons ensuite les discussions dont elle fut l'objet à la Conférence de la Haye de 1912. — Une synthèse des solutions possibles, avec leurs avantages et leurs inconvénients, sera ensuite tentée. — Et la conclusion se dégagera alors d'elle-même, du moins nous l'espérons.

CHAPITRE PREMIER

La Révocation dans les diverses Législations

Voici d'abord les dispositions des diverses législations du monde sur la question :

ALLEMAGNE : La révocation d'un chèque n'a d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation (Article 13 § 3 de la loi du 11 mars 1908). Voici la signification exacte de ce texte : Le tiré qui se conforme à la révocation émanée du tireur et qui refuse le paiement même dans le délai utile ne peut être actionné par le porteur, car ce dernier ne possède pas de lien avec lui ; il ne peut donc exercer de recours direct. Le tiré par contre qui paie malgré la révocation du tireur, pendant le délai de présentation, échappe à toute poursuite, cette révocation étant inopérante à son égard, parce que faite dans le délai de présentation.

Il en serait tout différemment d'une révocation opérée à l'expiration des délais de présentation.

Dans ce cas le tiré ne peut plus payer le chèque sans s'exposer personnellement à des dommages-intérêts. Il devient responsable du paiement.

ARGENTINE : La question n'est pas expressément traitée : l'article 802 du Code de commerce la résout implicitement : « En cas de perte ou de vol du carnet de chèques, le porteur en donnera immédiatement avis à la Banque et celle-ci ne payera pas à présentation les chèques établis sur les formules perdues ou volées ». Que tel soit bien le système du droit argentin, c'est ce qui résulte de la réponse que fit le gouvernement au questionnaire dressé à la veille de la Conférence de la Haye de 1912 en vue de l'unification du droit de chèque par la Hollande. Ce questionnaire était ainsi libellé sur le sujet qui nous occupe : Le tireur doit-il avoir le droit de révoquer le mandat donné au tiré par le chèque ? Et dans le cas d'une réponse affirmative, une telle révocation doit-elle rester sans effet jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la présentation du chèque ? La réponse de l'Argentine fut la suivante : « N° 25 : Le tireur pourra seulement révoquer l'ordre de paiement contenu dans le chèque dans le cas de perte ou de vol du chèque ; le banquier ne devra alors payer ce chèque que s'il l'a accepté ou certifié.

AUTRICHE : La question est réglée par l'article 13 de la loi du 3 avril 1906 : « La révocation d'un chèque

par le tireur n'a d'effet à l'égard du tiré que : 1° si un chèque nominatif ou à ordre, envoyé directement par le tireur au tiré pour que celui-ci en fasse parvenir le montant au bénéficiaire désigné, a été expressément révoqué avant que le tiré n'ait exécuté l'ordre ; 2° Si la révocation expresse intervient soit après l'expiration du délai de présentation, soit dans le cas où le chèque ne serait pas présenté au paiement dans le délai de présentation. Dans ce dernier cas, la révocation ne produit d'effet à l'égard du tiré qu'à l'expiration du délai de présentation. Le tiré à l'égard duquel un chèque a été valablement révoqué ne doit pas le payer ». Dans sa réponse à l'article 25 du questionnaire de la Haye, l'Autriche précise ainsi sa position : Le tireur aura le droit de révoquer le mandat donné au tiré par le chèque ; une telle révocation devra rester sans effet jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la présentation du chèque.

BELGIQUE : La loi du 20 juin 1873 et la loi du 31 mai 1919 ne prévoient pas spécialement la révocation ; mais le gouvernement répondit au questionnaire de la Haye de la façon suivante :

Le tireur a le droit de révoquer le mandat donné au tiré par le chèque ; mais la révocation ne produit ses effets qu'après l'expiration du délai fixé pour la présentation.

BRESIL : Pas de disposition expresse dans la loi du 7 août 1912. Voici la réponse de ce pays au questionnaire : elle traduit bien de l'hésitation « La révocabilité du chèque est une question au sujet de laquelle ne sont pas d'accord les législations. »

Peut-être la solution doit-elle être trouvée dans la nature de l'opération en rapport avec la création du chèque. Si le chèque n'est qu'un moyen dont se sert le tireur pour retirer de l'argent d'une banque, il paraît évident qu'il peut contremander le paiement.

Si le chèque traduit le paiement d'une dette ou l'exécution d'un contrat, la révocation ne pourra être faite qu'après le délai fixé par la présentation du chèque. Il appartient au porteur de faire la preuve de la nature de l'opération pour rendre effectif le paiement d'un chèque malgré l'opposition du tireur.

BULGARIE : Le Code de commerce n'envisage pas spécialement la question. La réponse de ce pays au questionnaire fut la suivante : « Oui, en principe, la révocation du mandat par le tireur ne peut avoir d'effets qu'autant qu'elle a été faite après l'expiration du délai pour la présentation du chèque.

CHILI : La législation de ce pays contient au contraire une disposition expresse : « Si le tireur avise par écrit le tiré de ne pas faire le paiement du chèque, celui-ci s'abstiendra de le faire ; mais si avis est donné

après le paiement effectué, le tiré restera dégagé de toute responsabilité : (Article 26).

COLOMBIE : La loi du 16 décembre 1910 paraît muette sur la question.

COSTA-RICA : La législation de ce pays est au contraire formelle : « Si le tireur donne contre-ordre de payer, le banquier ne devra pas acquitter le chèque » (Article 168 de la loi du 25 novembre 1902).

EQUATEUR : La question de la révocation est spécialement réglée : « Si le tireur d'un chèque établi à l'ordre du porteur notifie par écrit à la Banque de ne pas effectuer le paiement dudit chèque, en alléguant la perte ou le vol de celui-ci, la Banque s'abstiendra de faire le paiement; mais si la notification a lieu après le paiement, la Banque n'encourra aucune responsabilité de ce fait : (Article 6).

ESPAGNE : Pas de disposition spéciale dans la loi de ce pays; mais dans sa réponse au questionnaire, le gouvernement prit une position très nette et se prononce contre tout droit de révocation : « El librador no debe tener derecho a revocar el mandato dado al librado por el chèque ».

ETATS-UNIS : The negotiable instruments-Law est

muette sur la question, semble-t-il; mais la pratique est dans le sens du droit de révocation. Voici d'ailleurs, en substance, la réponse faite par ce pays au questionnaire : Le tireur a le droit de donner avis au tiré de ne pas payer le chèque et le tiré doit se conformer à cet avis. Le porteur, d'après la plupart des lois des divers Etats, n'a aucun droit à la provision, sauf le cas de certification ou d'acceptation. Le remède à ce droit de révocation consiste dans des recours, soit contre son endosseur, soit contre ce tireur ».

FINLANDE : La loi du 11 juin 1920 ne prévoit pas expressément le cas de révocation; mais elle dispose que le tiré ne doit pas payer le chèque s'il a été informé sûrement que le tireur a fait faillite ou que sa mise en faillite a été requise. L'avis publié dans les journaux officiels ne sera pas considéré à lui seul comme une information sûre. Ni la mort du tireur, ni le fait qu'il ne peut pas ensuite créer valablement un titre de ce genre, n'atteignent la validité d'un chèque déjà mis en circulation (Art. 11).

GRANDE-BRETAGNE : L'article 75 dispose que « le devoir et le pouvoir d'un banquier de payer un chèque tiré sur lui par son client prennent fin par : 1° contre-ordre de paiement, même si le contre-ordre résultait d'un télégramme; ainsi décidé dans une affaire Read contre Royal Bank of Ireland (*The Bankers Magazine*,

avril 1922); 2° Notification de la mort du client « Dans sa réponse au questionnaire de la Haye, le gouvernement britannique se borna à dire que « le tireur d'un chèque peut en contremander le paiement à n'importe quel moment avant le paiement même » (Bills of Exchange, art. 75). — Il serait difficile d'être plus péremptoire. La question est si peu sujette à discussion en Angleterre que Thomas Barclay s'occupant de la révocation du mandat du Banquier (page 205) se contente de reproduire l'article 75 précité. Quant à Stevens, il n'est guère plus explicite : « Le pouvoir du banquier de payer le chèque d'un client est révoqué; 1) par un contre-ordre; 2) par la notification de la mort du client; 3) par la notification que le client a commis un acte susceptible d'entraîner la faillite (available). Il peut refuser le paiement d'un chèque sur un compte qui fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

Un chèque ne constitue pas un transfert fondé sur l'équité d'un solde de compte existant au profit du tireur; en conséquence, le preneur n'a aucun droit d'action contre le banquier qui refuse d'y faire honneur (*Eléments de droit commercial anglais*, p. 297; Gérard et Brière 1909).

GRÈCE : La question est tranchée *ex professo* par l'article 15 de la loi du 18 avril 198 : « 1° La révocation du chèque n'est pas valable si elle est faite avant l'expiration d'un délai de présentation fixé par l'article

13 (30 jours); 2° Si aucune révocation n'a été faite, le tiré peut payer même après l'expiration du délai de présentation précité; 3° Le tiré qui a payé à l'insu de la révocation après l'expiration du délai de présentation n'est pas responsable envers le tireur; 4° Si le tireur ou le porteur a avisé le tiré que le chèque a été perdu ou qu'il a été acquis par un tiers en vertu d'un acte dolosif, le tiré en payant le chèque n'est libéré que si le porteur du chèque payé prouve qu'il a légalement acquis le chèque. »

HONGRIE : Il en est de même : L'article 15 de la loi du 28 décembre 1908 est très explicite : « La révocation d'un chèque ne vaut à l'égard du tiré : 1° Que lorsque cette révocation est effectuée après le délai de présentation expiré ou pour le cas où le titre n'aurait pas été présenté dans ledit délai de présentation. Dans ce dernier cas, la révocation ne produit effet que postérieurement à l'expiration de ce délai; 2° Que si le tireur a envoyé directement le chèque au tiré avec cette mention qu'il aura à en payer le montant au bénéficiaire ou à l'endossataire dont le nom ou la raison de commerce figurent sur l'effet, si la révocation n'intervient pas avant l'exécution de ces instructions. La révocation qui, sans cela, aurait été valable conformément au n° 1 du précédent alinéa, demeure, en cas de perte du chèque, sans effet au regard de la partie qui poursuit l'annulation de celui-ci, si le tribunal, dans

le délai de la présentation ou avant que la révocation soit intervenue, interdit au tiré d'y faire honneur ». Dans la réponse au questionnaire, la Hongrie expose que « tous les droits s'accordent pour reconnaître que le contre-ordre du tireur est obligatoire pour le tiré; c'est aussi la tendance même de la pratique judiciaire française (Lyon-Caen, *Droit commercial*, IV, 576 bis) quoiqu'elle accorde au porteur du chèque une action directe contre le tiré. Cela s'ensuit d'ailleurs de la réponse donnée à la 20^e question concernant le rapport entre le porteur et son tiré (pas de droit d'agir en justice). Cette règle doit être maintenue aussi, dans la loi uniforme : attendu qu'en cas de vol, de perte, rapine, de contrainte etc. l'intérêt du tireur et éventuellement celui du porteur du chèque ne peut être protégé de plein effet que quand le tiré est tenu de respecter le contre-ordre du tireur; attendu qu'à défaut du droit d'action contre le tiré, celui-ci pourrait respecter le contre-ordre même si la loi l'en dispensait; par conséquent le porteur du chèque ne trouve que peu de garantie dans l'invalidité du contre-ordre établi par la loi; attendu que d'ailleurs l'acquéreur du chèque ne le prend pas tant à cause de la provision (dont l'existence ou la non existence ne peut pas lui être connue) que par la confiance envers le tireur et les endosseurs et qu'un droit de recours contre ceux-ci n'est pas touché malgré le contre-ordre ; attendu enfin que la pratique atteste que l'exercice du contre-ordre n'a pas

été la cause de plaintes jusqu'à présent; d'autre part, celui qui de mauvaise foi veut distraire la provision au porteur du chèque peut le faire par d'autres moyens que le contre-ordre, par exemple par la cessation simple du compte, par le virement de la provision.

Pour défendre la situation du porteur de chèques, les lois hongroise (art. 15), allemande art. 13) et autrichienne (art. 13) ont établi une exception, mentionnée dans le deuxième alinéa de cette question, c'est-à-dire que le contre-ordre du tireur n'aura d'effet qu'après l'expiration du délai fixé pour la présentation mais quant à cette question, le Ministère Royal de la justice se réserve la réponse définitive (Conférence de la Haye, 1912, documents II. *Le chèque*, p. 46 et 47).

ITALIE : Le Code de ce pays ne se prononce pas de façon expresse; cependant d'après Vivante, la loi italienne « prévoit et en prévoyant, reconnaît le droit de révocation du tireur, lorsqu'elle fait l'hypothèse que la disponibilité de la provision puisse faire défaut par le fait du tireur comme par celui du tiré (art. 343) et laisse passer sans le punir le retrait de la provision par le tireur (art. 344, p. 669, n° 1412).

L'éminent professeur ajoute qu'il n'y a aucune raison pour refuser au tireur cette faculté qui, en matière de change, lui est universellement reconnue, de mettre en garde le tiré contre l'acceptation ou le paiement de la lettre de change, faculté qui peut lui devenir très

utile dans le cas de perte du titre ou de faillite du preneur pour lui opposer ses exceptions personnelles dans l'exercice de l'action de recours.

Le droit du possesseur du chèque a une protection suffisante dans la responsabilité cambiaire et non cambiaire du tireur qui, abusant de son pouvoir, a révoqué au tiré cet ordre de payer qu'il lui avait donné avec le chèque.... le tireur trouve dans cette responsabilité rigoureuse un frein à son droit de disposer de la provision, droit persévérant jusqu'au paiement... (*Traité de Droit commercial*, t. III, n° 1442, p. 669).

En note, Vivante insite encore et dit que « la possibilité que le tireur reprenne la provision a été prévue également dans les travaux préparatoires en discutant l'article 343 (Procès-verbaux, n° 737). L'action contre le banquier auquel le chèque est adressé se règle d'après les principes de la lettre de change. Mais si le dépôt d'argent est venu à manquer par le fait de l'émetteur ou des endosseurs, l'action éteinte dans les rapports du banquier tiré revit contre eux, n'étant pas juste qu'ils puissent s'enrichir aux dépens d'autrui...»

Vivante cite ensuite un certain nombre d'auteurs qui sont du même avis que lui : Vidari, Franchi, (ce dernier avec des réserves) mais il avoue que cette opinion n'est pas générale. Se prononçant dans un sens contraire, Gallavuesi, Supino. Vivante combat ce dernier en observant que « la sécurité que Supino procure au possesseur en refusant au tireur le droit de révoquer

l'ordre de paiement est bien faible, et ceci deviendra évident pour celui qui considère qu'il reconnaît au tiré le droit de ne pas payer si la provision est épuisée en raison d'une compensation effectuée après l'émission d'autres chèques même postérieurs en date, et si le tiré est mort ou failli. » Je ne puis comprendre comment cet auteur peut concilier cette interdiction de révocation avec la théorie justement admise par lui qui ne reconnaît au possesseur du chèque aucun droit sur la provision.

JAPON : Le Code de commerce Japonais décide que : « le tireur d'un chèque ne pourra annuler l'ordre de payer avant l'expiration du délai de présentation (art. 533 § 1).

LETTONIE : Même solution : Le chèque ne peut être révoqué par le tireur avant l'expiration du délai de présentation (article 7).

MEXIQUE : « Les Banques refuseront le paiement quand le tireur avertit par écrit le tiré de ne pas payer et que cet avis lui parvient avant la présentation » (article 560).

NICARAGUA : Le Code de commerce de ce pays dispose que « le tiré refusera de payer les chèques, lorsqu'il aura connaissance : 1° de la faillite; 2° de la fuite du

tireur; 3° si le chèque parait falsifié; 4° quand le tireur ou le porteur aura prévenu par écrit le tiré de ne pas effectuer le paiement et lorsque cet avis aura été reçu avant la présentation du chèque (art. 691).

PÉROU : Même dispositions : « si le tireur notifie par écrit au payeur qu'il n'effectue pas le paiement d'un chèque, celui-ci devra s'abstenir; mais si la notification se fait après le paiement, le payeur n'aura aucune responsabilité » (art. 528).

PORTUGAL : La Législation de ce pays est muette sur la question; mais la pratique est dans le sens du droit de révocation.

ROUMANIE : Il en est de même.

SAN-SALVADOR : Le Code de commerce ne tranche pas la question : La réponse de ce pays à la Haye fut assez vague ». Peut-être vaudrait-il mieux référer cette question aux Tribunaux du pays compétent et ne pas accorder une faculté dont le tireur pourrait abuser ».

SERBIE : Voici sa réponse à la Haye : « Le tireur doit avoir le droit de révoquer le mandat donné au tiré par le chèque; mais la révocation doit rester sans effet jusqu'après l'expiration du délai fixé pour la présentation du chèque.

SCANDINAVIE : Voici les réponses des trois gouvernements danois, norvégien et suédois au questionnaire : Aliéna 1, oui; alinéa 2, non. C'est dire que ces pays sont pour le droit de révocation, sans limitation de temps.

SUISSE : Ce pays est hostile au droit de révocation.

TURQUIE : La loi de ce pays renferme un article 15, ainsi conçu : « L'annulation de la procuration que porte le chèque ne peut avoir effet qu'après l'expiration du délai de présentation, si le tireur ou le porteur annonce à la personne sur qui le chèque est tiré que ledit chèque a été égaré ou qu'il est passé frauduleusement en possession d'un tiers et que la personne précitée paie le chèque en cause sans que le détenteur ait prouvé qu'il en a pris possession d'une manière légitime, ce paiement ne constitue pas une décharge pour elle. Si la procuration n'est pas annulée la personne sur qui le chèque est tiré garde le droit de le payer même après l'expiration du délai ». La réponse du gouvernement Turc à l'article 25 du questionnaire de la Haye expose que « le mandat étant un acte essentiellement révocable d'après le droit civil, le tireur devait avoir le droit de révoquer le mandat qu'il a donné au tiré de payer au porteur une somme d'argent dont le montant est déterminé; cependant si cette faculté appartenant au tireur pouvait être exercée absolument,

elle serait préjudiciable aux intérêts d'une tierce personne qui est le porteur lui-même; en pareil cas, le droit civil n'admet pas la révocabilité du mandat; par conséquent, il ne doit être révocable que dans le cas où le porteur, n'ayant pas présenté le chèque au tiré dans les délais légaux, pour en toucher le montant, le tireur qui s'est engagé à lui faire toucher une telle somme d'argent jusqu'à une telle époque et non plus tard que cela, se trouve être délié de son engagement par suite de l'expiration des délais légaux pour la présentation du chèque ».

Nous avons réservé la France, afin de faire une part spéciale à sa législation.

CHAPITRE II.

La Revocation dans la Législation Française

Voici d'abord la réponse de la France au questionnaire de la Haye : « Le droit de révoquer le mandat donné au tiré n'appartient pas, *en principe*, au tireur. Toutefois cette révocation peut être faite pour le temps postérieur à l'expiration du délai accordé pour la présentation, du chèque... ». Cette réponse n'est pas bien précise ; elle peut ainsi se traduire, semble-t-il. Le chèque est irrévocable, mais il y a des exceptions, ce n'est ni toujours, ni tout le temps exact.

Notons d'abord avec M. Jean Zimboukis (Le Bloquage de la provision en matière de chèque, 1923) que les lois françaises relatives au chèque ne résolvent pas d'une façon expresse la question de savoir si le tireur de ces chèques a le droit de former opposition au paiement entre les mains du tiré ».

La doctrine est assez hésitante : MM. Lyon-Caen et Renault estiment que « la transmission de la provision

au porteur ne fait pas obstacle à ce que le tireur révoque l'ordre donné par le chèque au tiré tant que le chèque n'a pas été présenté au paiement. Le tireur peut s'apercevoir, après la création du chèque, que le preneur ne lui a pas fourni la valeur ou qu'il ne pourra conserver la valeur qui lui a été fournie. La cause de l'émission du chèque n'existe plus. Il serait inique que le tireur ne fût pas empêcher le paiement du chèque. Mais on comprend que pour éviter d'être responsable envers le porteur du chèque, le tiré ne rende pas la provision tant que le porteur n'aura pas consenti à ce que la provision soit reprise par le tireur ou qu'un jugement ne l'aura pas autorisé à la reprendre ».

Ces auteurs admettent donc que le droit de révocation est compatible avec le droit du porteur à la provision, qu'il est justifié dans certains cas; mais que pour éviter des abus et des responsabilités, le tiré doit bloquer la provision jusqu'à ce que le porteur ait renoncé à encaisser le chèque ou qu'une décision de justice soit intervenue. Il y a là une suggestion qui n'a pas été suivie par le tiré, mais qui l'a été par le tireur, et qui est précisément connue sous le nom de « Bloquage de la provision ».

Dans la thèse précitée (le bloquage de la provision en matière de chèque, 1923) M. Jean Zimboukis a donné de cette pratique une description très nette. Le bloquage du chèque est « un procédé qui consiste à remettre un chèque provisionné, mais à défendre au tiré

de le régler et cela avant que ne soient expirés les délais légaux de présentation. Bloquer un chèque, c'est donc l'acte par lequel le tireur défend au tiré de le payer, encore qu'il y ait provision. Cette provision est d'ailleurs laissée chez le tiré à la disposition de qui il appartiendra. Nous ne sommes donc en présence ni d'une absence, ni d'une insuffisance, ni d'un retrait de provision; nous sommes en face d'une immobilisation» (page 45).

Le Bloquage, c'est un fait de révocation provisoire du chèque et qui présente infiniment moins de risques pour le porteur que l'absence, l'insuffisance ou le retrait de provision. S'il a des droits, il n'a pas, théoriquement du moins, à craindre de les voir périr; l'exercice seul en est momentanément suspendu. Cela même n'est pas sans gravité, car faute d'une rentrée de fonds sur laquelle il comptait, le porteur peut se trouver dans un grand embarras.

Pour comprendre le bloquage, il faut partir de la loi du 2 août 1917 dont l'article 6 § 5 est ainsi conçu : Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ».

Le retrait de la provision après l'émission n'est pas autre chose qu'un mode de révocation du chèque, par-

ce qu'il le prive de sa substance. Il est réprimé pénalement, mais seulement s'il est de mauvaise foi, il en résulte, au contraire, que, effectué de bonne foi, il est licite. Le moins qu'on puisse conclure de là, c'est que le droit de révocation existe en France, dans certains cas, ceux dans lesquels le tireur est de bonne foi. Dans un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine qui a fait application de la loi du 2 août 1917, la circonstance de mauvaise foi est soigneusement relevée.

« Le Tribunal :

« Attendu que le 29 septembre 1917, le sieur A. achetait du sieur S. après échantillonnage, un lot de lentilles déposé en entrepôt à la Halle aux Cuirs moyennant le prix de 22.015 frs.;

« Attendu que deux bons d'enlèvement de la marchandise furent immédiatement remis à A, qui régla par un chèque sur une succursale de la Société Centrale des Banques de Provinces.

« Attendu que S. s'étant rendu à la Banque dont il s'agit, le jour même, pour toucher le chèque, on refusa de le lui payer *parce qu'il était daté du lendemain, fait dont A. s'était bien gardé de prévenir S.*

« Attendu que ni le lendemain ni les jours suivants S. ne put se faire payer, A. ayant fait opposition au paiement et ayant même déchiré le chèque dont il était rentré momentanément en possession;

« Attendu qu'il fut par la suite démontré que A. n'avait pas provision suffisante en espèces pour payer ce chèque;

« Attendu que la mauvaise foi de A. résulte suffisamment de cette circonstance que, au moment même où il émettait le chèque litigieux il savait pertinemment qu'il n'avait pas de fonds disponibles à son compte et de cet autre fait qu'il a posdaté un chèque sans prévenir S. (Gazette des Tribunaux du 23 décembre 1918).

Une conclusion se dégage : à savoir que la loi française et la jurisprudence ne répriment le retrait de la provision après émission du chèque, que s'il y a mauvaise foi. C'est dire que, pénalement du moins, la révocation d'un chèque faite de bonne foi, échappe à toute condamnation. Il en est de même civilement : il serait inique que dans certains cas comme, l'écrivent Lyon-Caen et Renault le tireur ne pût pas empêcher le paiement du chèque.

Mais le blocage n'est-il pas précisément une combinaison, en somme, équitable et qui est susceptible de sauvegarder les légitimes intérêts en présence ? D'une part, il est avantageux pour le tireur, puisqu'il lui permet de se reprendre s'il s'aperçoit d'une fraude à son égard. D'autre part, il n'a pas autant d'inconvénients pour le porteur que le retrait de la provision. M. Zimboukis l'a bien noté : « La question du blocage de la provision n'est pas la même que

celle de l'absence ou de l'insuffisance ou même du retrait de la provision; dans les premières hypothèses le chèque n'est qu'un chiffon de papier, sauf toutefois qu'il constitue tout au moins un engagement du tireur vis-à-vis du bénéficiaire; dans la seconde, il n'est que paralysé; il a un gage qui peut lui être affecté par la voie de l'opposition. Le danger est donc moins grand pour le porteur; s'il a réellement des droits, il est à même de les faire valoir et de les ramener à exécution. Il aura des ennuis, des débours à faire; il perdra du temps; mais le paiement n'est pas irrémédiablement compromis ».

M. le Député Bokanowski a cru trouver le remède à cette situation et il a déposé le 9 juillet 1921 une proposition de loi tendant à donner compétence au juge des Référés en matière d'opposition au paiement des chèques : « Si le tireur d'un chèque ayant provision préalable et disponible fait, postérieurement à l'émission de ce chèque, défense au tiré de le payer, le porteur du chèque pourra faire décider par le juge des Référés si cette défense doit être maintenue pour être jugée au principal ou si, au contraire, il convient d'ordonner que le tiré paiera nonobstant la dite défense; M. Zinmboukis n'a pas grande confiance dans l'efficacité de cette procédure : « Les juges, à Paris, ont 100 à 150 affaires à régler à l'audience (des Référés); ils accordent d'un air las et indifférent quelques minutes de demi-attention à chacune et laissent

nonchalamment et presque au hasard tomber une sentence. Il s'établira une sorte de train-train, de rite qui sera généralement suivi sans qu'il soit tenu compte des circonstances de la cause. Bref, les résultats seraient sans doute médiocres; néanmoins l'idée est à retenir, mais la procédure des référés devrait être réorganisée » (*Le Blocage de la Provision*, p. 57).

M. Albert Buisson, qui est juge au Tribunal de commerce de la Seine, dans une thèse également récente (*Le chèque et sa fonction économique*, 1923) n'élève pas de critiques contre la proposition Bokanowski; mais il estime qu'elle devrait être complétée: « Ne pourrait-on d'autre part, faire au banquier l'obligation de conserver le montant du chèque entre ses mains jusqu'à ce qu'il soit statué sur la légitimité de l'opposition? Cette indisponibilité de la provision protégerait les droits du porteur, et, en définitive, l'opposition pratiquée à tort se traduirait par une simple suspension de paiement, que le vote du projet de loi sus-visé rendrait aussi court que possible » (p. 121).

M. Buisson oublie que le blocage est constitué — non pas par le retrait de la provision, mais par son immobilisation. Dans l'affaire Descors, — (il s'agissait d'un intermédiaire qui avait acheté des automobiles à la maison Citroën et qui n'avait pu obtenir la livraison dans le temps et dans les conditions primitivement fixées) — la provision existait à la Banque et ne fût point reprise. Cela résulte d'abord du jugement du Tri-

bunal correctionnel de la Seine en date du 4 juin 1920 ».

« Le Tribunal :

« Attendu que le législateur en mentionnant spécialement le cas de celui qui, après émission du chèque, a retiré tout ou partie de la provision, prévoit la fraude la plus grave; qu'on ne saurait en conclure qu'il reconnaisse licite l'opposition au paiement du chèque dont le préjudice est moins direct que le retrait de la provision, mais qui constituant la négation du but visé, ne permettrait les poursuites que dans le cas d'escroquerie comme sous le régime précédent (la loi du 14 juin 1865) ;

« Attendu que Descors n'est pas fondé à alléguer sa bonne foi, vu l'absence de tout préjudice, que c'est en pleine connaissance de cause qu'il a frauduleusement obtenu la livraison des trois automobiles dont la vente était faite au comptant et que Citroën ne lui aurait pas remis, s'il avait su que le chèque était sans provision disponible ;

« Attendu que l'insolvabilité du tireur n'est pas un des éléments du délit, que celui-ci ne disparaît donc pas par le fait qu'à la suite d'offres, d'oppositions et de cautionnement, la somme litigieuse de 69.250 frs. est actuellement consignée, que Citroën, dépossédé de ses trois voitures contrairement aux conventions intervenues ne pourra en toucher le prix qu'à l'issue peut-être lointaine du procès où de défendeur qu'il aurait

dû être, il se trouve en posture de demandeur... — L'arrêt de la Cour de Paris qui a réformé le précédent jugement est bien plus formel encore : « *considérant tout d'abord qu'à l'émission du chèque (21 février 1920) il y avait une provision préalable et disponible, ainsi qu'en fait foi le relevé du compte de Descors à la Banque Jules Strauss et qu'il n'a été effectué postérieurement à l'émission aucun retrait même partiel, points qui ne sont pas contestés; considérant qu'à défaut d'une disposition expresse de la loi, on ne saurait par voie d'analogie ou d'assimilation, ajouter au texte précis et limitatif d'une loi répressive des modalités qui n'y figurent pas; qu'en l'espèce Descors s'est borné à suspendre son paiement auquel il estimait ne pas être tenu jusqu'à ce que la justice ait statué sur le différend existant entre lui et Citroën, sans exposer toutefois celui-ci au préjudice qui eût résulté pour lui d'un retrait total ou partiel de la provision, si Descors l'avait effectué en violation de la loi du 2 août 1917; qu'en effet Citroën a pu prendre les mesures conservatoires que justifiait la sauvegarde de ses intérêts, en pratiquant des oppositions entre les mains du Banquier Strauss; qu'ainsi sa créance se trouve garantie tant par les sommes en banque que par celles déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations à la suite d'offres réelles effectuées par Descors ».*

Dans l'espèce donc, il n'y avait eu que « *bloquage* »;

les sommes étaient demeurées à la Banque à la disposition de celui qui gagnerait le procès. Les craintes exprimées par M. Buisson ne s'étaient pas ici réalisées : reste à rechercher si elles sont entièrement chimériques dans le système actuel. Il ne le semble pas. En effet, quelle est la portée exacte de la loi du 2 août 1917 ? On a beaucoup discuté sur sa signification précise ; mais on ne s'est pas, croyons-nous, jusqu'ici demandé pendant combien de temps elle protégeait le bénéficiaire du chèque. Rappelons en d'abord les termes : « Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a *retiré après l'émission tout ou partie de la provision*, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur ». La loi vise le retrait total ou partiel de la provision après l'émission ; mais pour qu'il soit réprimé, ce retrait doit, semble-t-il, avoir été effectué dans les délais de présentation du chèque, bien que la loi ne le dise pas expressément.

Cette solution nous paraît certaine, le législateur ne pouvant raisonnablement venir au secours du porteur que si celui-ci se conforme aux prescriptions légales ; or la loi décide que le chèque doit être présenté dans un certain délai : « Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans un délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de

la place sur laquelle il est payable, et, dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu; le porteur d'un chèque, qui n'en réclame pas le paiement dans le délai ci-dessus perd son recours contre les endosseurs; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après les dits délais ». Le porteur encourt donc des déchéances s'il laisse passer les délais légaux; il paraît en outre certain qu'il est déchu du bénéfice de la loi du 2 août 1917 en ce que tombe la possibilité de poursuivre le tireur devant la juridiction pénale; sinon, la loi renfermerait une contradiction en quelque sorte intrinsèque; d'une part, elle inciterait le porteur à présenter rapidement son chèque de façon qu'il ne dégénère pas en un titre de crédit et qu'il reste un instrument de paiement, et de l'autre elle le pousserait à la négligence en laissant à sa disposition l'action pénale.

Ceci étant, la suggestion de M. Buisson mériterait d'être retenue. En effet, divers cas sont à considérer :

1° Si le porteur présente le chèque dès qu'il l'a reçu; il aura tout le temps de faire opposition, avant l'expiration des délais légaux de présentation, et donc avant que le tireur ne puisse sans risque reprendre la provision. Il aura seulement des frais... Exemple : A. remet à B. un chèque le 5 mai; B. le présente le 6 à la Banque; il apprend que A. a fait défense à la Banque de payer; il a la possibilité de pratiquer une

saisie-arrêt avant l'expiration des délais de présentation. Or c'est seulement alors que le tireur pourrait retirer tout ou partie de la provision, sans encourir les pénalités édictées par la loi du 2 août 1917. Il est donc à peu près garanti, puisque d'après le droit français, il est réputé propriétaire de la provision à concurrence du montant du chèque;

2° Mais si le porteur ne présente le chèque qu'à la limite des délais légaux de présentation, soit par exemple, le cinquième jour, s'il s'agit d'un chèque non déplacé, il peut arriver qu'il n'ait plus le temps matériel de pratiquer une saisie-arrêt et que, dès l'expiration des délais de présentation, le tireur dispose de la provision; dans ce cas le tireur échappe à la loi du 2 août 1917, et le porteur qui cependant avait présenté dans les délais se verra dans une position difficile. Sans doute, il n'a qu'à présenter de suite les chèques qui lui sont remis; mais les délais légaux sont très courts; et aujourd'hui il arrive qu'il est matériellement impossible de présenter dans les délais. Le remède pourrait être, soit dans une extension des délais de paiement, soit dans l'adoption de la suggestion émise par M. Buisson, mais il y aurait lieu de modifier la rédaction de la formule proposée ;

M. Buisson demande qu'au projet de loi de M. Bokanowski soit ajouté l'alinéa suivant : « En tout état de cause, la défense de payer ainsi faite par le tireur d'un chèque vaudra opposition et le tiré ne pourra en

aucun cas se déssaisir du montant du chèque, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le mérite de l'opposition ».

Il n'y a pas lieu d'assimiler la défense de payer faite par le tireur à une opposition. Il suffit de dire qu'en cas de défense de payer, le tiré devra « immobiliser » la somme afférente jusqu'à la main-levée. Pratiquement, le banquier débitera provisoirement le compte du tireur et gardera les fonds pour les mettre à la disposition soit du tireur, soit du porteur du chèque, selon les décisions judiciaires. Bref, ce sera le même procédé technique que celui qui fonctionne en Amérique dans la certification.

On sait que, sur la licéité du blocage, les tribunaux français sont divisés : le Tribunal correctionnel de la Seine le tient pour interdit, parce qu'il l'assimile au retrait de la provision ; la Cour d'appel de Paris le regarde comme permis, car les lois pénales doivent s'entendre restrictivement et il y a des différences entre le blocage et le retrait. La Cour de cassation se prononce comme le Tribunal correctionnel, pour l'assimilation : « attendu que le prévenu n'avait obtenu la livraison des voitures par lui commandées qu'en échange du chèque que Citroën regardait comme un paiement définitif ; que l'ordre donné par D. à son banquier de ne pas effectuer le paiement du chèque équivalait au retrait de la provision devenue indisponible et rendait illusoire la remise du chèque ; que la situation ainsi créée avec une mauvaise foi qui ressort des constata-

tions de l'arrêt attaqué était nécessairement préjudiciable à Citroën et contraire à l'esprit et au texte de l'article sus-visé ».

La Cour de Cassation paraît tenir le chèque pour une monnaie; il n'en est rien; ce n'est qu'un instrument qui permet de se faire payer, il est en effet de doctrine et de jurisprudence certaines que le chèque n'opère pas novation, qu'il ne constitue qu'un paiement conditionnel. Il suit de là que la compétence, en matière de chèque, appartient au Tribunal du lieu de paiement et non pas au Tribunal du lieu de création, ni même du lieu de remise. Dans son désir d'aider à la diminution de l'inflation fiduciaire, la Cour de cassation semble se ranger à une analyse du chèque qui n'est point fondée; le chèque n'est pas une monnaie; c'est simplement un jeton échangeable chez une personne déterminée (le tiré) contre des monnaies légales ou des inscriptions en compte.

Le Tribunal correctionnel de la Seine et la Cour de cassation sont dominés par les préoccupations économiques de l'heure; ils s'imaginent que permettre le blocage ce serait nuire à la circulation du chèque et dans cette crainte, ils n'hésitent pas à faire dire à la loi pénale du 2 août 1917 un peu plus qu'elle ne dit en réalité.

La Cour d'appel de Paris paraît davantage enfermée dans une tour d'ivoire, et moins sensible à l'ambiance. Elle paraît plus attachée à la règle de l'inter-

prétation littérale et peut-être aussi sans le rechercher, sert-elle mieux les nécessités économiques, car, il est en effet, notable que les pays où le chèque est roi sont ceux où le tireur peut le révoquer, s'il lui plaît, quitte à en répondre.

La Cour de Rouen devant laquelle avait été renvoyée l'affaire a admis par un arrêt du 18 décembre 1922 que Descors tombait sous le coup de l'article 2 de la loi du 2 août 1917 :

« Attendu que l'examen des travaux préparatoires de la loi ne laisse aucun doute sur l'intention qu'a eue le législateur de 1917 qui voulait que le chèque fût reçu comme un billet de banque, de donner au porteur l'assurance de trouver une provision (Rapport Ratier au Sénat); que c'est pour répondre à cette préoccupation qu'il a exigé l'existence et la disponibilité de la provision non seulement au moment de l'émission, mais aussi au moment de la présentation, en assimilant dans la répression qu'il a prévue, le retrait total ou partiel de la provision après l'émission à la remise sans provision préalable et disponible; que, sans avoir à rechercher si les auteurs de la loi ont complètement atteint leur but et si le texte qu'ils ont adopté embrasse tous les procédés pouvant être imaginés par le tireur pour empêcher le bénéficiaire du chèque d'en toucher le montant, il suffit de constater pour la solution du litige que ce texte comprend tout acte par lequel le

tireur retire tout ou en partie la provision faisant aliment au chèque;

« Attendu que des fonds dûs par un banquier ne forment la provision d'un chèque qu'autant qu'ils sont destinés à « pourvoir » au paiement de ce chèque; que s'ils perdent cette destination en cessant d'être à la disposition du porteur, ils perdent en même temps le caractère de provision qu'ils avaient lors de l'émission; qu'il *importe peu qu'ils restent dans la caisse du banquier à la disposition du tireur dès lors que n'étant plus à celle du porteur ils ont cessé de faire aliment au chèque* et que par suite il n'y a plus provision; qu'il suit de là que si cette disparition de la provision est, comme en l'espèce, le fait du tireur, elle constitue de sa part, sans qu'il soit besoin pour le dire, de recourir, comme l'ont fait à tort les premiers juges, à une extension du texte pénal par voie d'analogie ou d'assimilation, un véritable retrait de la provision après émission, retrait qui tombe directement sous le coup des dispositions répressives de la loi du 2 août 1917, dès lors qu'il a été effectué de mauvaise foi... »

Il est assez douteux que cet arrêt réussisse à fixer la jurisprudence. En effet, il repose tout entier sur une confusion : jusqu'ici l'on avait toujours entendu l'expression « provision disponible » dans le sens de « provision à la disposition du tireur »; c'est la première fois qu'on l'entend dans le sens de « provision à la disposition du porteur ».

Deux Députés, MM. Achille Fould et Guy de Montjou, ont pris prétexte des contradictions de la jurisprudence pour déposer une proposition de loi dont le libellé est ainsi conçu : Est passible des peines édictées par la loi du 2 août 1917 celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable ou disponible, qui a retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision ou qui a employé un procédé quelconque, après l'émission, pour empêcher le bénéficiaire du chèque d'encaisser la provision ». Cette solution avait déjà été préconisée dans un article de la *Gazette des Tribunaux* des 23 et 24 décembre 1921 : « Suivant les espèces les tribunaux apprécieraient si le moyen employé est ou non justifié, abusif ou non. C'est qu'en vérité, à l'heure présente, il suffit au tireur pour bloquer impunément le chèque de se dire en désaccord avec le bénéficiaire et d'exciper d'une procédure judiciaire ou extra-judiciaire. Il faut réagir contre ces fâcheuses pratiques et pour cela donner aux tribunaux un texte formel et complet ».

Nous estimons que le texte proposé par MM. A. Achille Fould et Guy de Montjou mériterait d'être adopté. Voici la situation qui en résulterait, si par surcroît l'on acceptait la suggestion de M. Buisson avec des modifications de forme : le tireur pourrait faire défense au tiré de payer; celui-cidevrait obéir; mais il débiterait le compte du tireur du montant du chèque et serait *ipso facto* constitué séquestre de la dite somme. Dans

le cas où la défense de payer ainsi faite serait abusive et de mauvaise foi, le tireur serait punissable des peines prévues par la loi du 2 août 1917, sans préjudice de dommages-intérêts. »

Contrairement à la proposition Valude du 17 décembre 1920, et conformément aux principes généraux de notre droit, la bonne foi serait présumée; la charge de la preuve serait donc sur le porteur; mais, sauf exceptions, la bonne ou la mauvaise foi ressortent, en général, assez facilement des circonstances de la cause.

CHAPITRE III

La révocation à la Conférence de La Haye de 1912.

A la Conférence de la Haye de 1912, la question de la révocabilité du chèque fut l'objet d'un sérieux examen, d'abord dans les sections d'études, ensuite au Comité Central. Voici d'abord le point de vue des sections : la première était composée des délégués de la République Argentine, de la Bulgarie, de l'Equateur, de la France, de la Norvège, de Salvador et de la Suisse. Elle répondit à la question 25 : La révocation du mandat doit être possible dans tous les cas et à toute époque. Cette solution fut adoptée par la Suisse, la Bulgarie et la Norvège et repoussée par l'Argentine et la France. Les motifs de la solution adoptée furent qu'elle était conforme aux principes des législations qui n'admettent pas que le porteur puisse avoir une action contre le tiré. Il va sans dire que la révocation du mandat reste sans influence sur

le droit de recours contre les endosseurs et le tireur. En fait, le tireur pourra, quelle que soit la solution adoptée, toujours annuler les effets du chèque. Il pourra, en effet, retirer la provision en tirant un second chèque et en le faisant présenter au paiement avant le premier.

L'opinion des Etats dissidents était ainsi justifiée : les Etats qui décident que le porteur peut avoir une action directe contre le tiré ne reconnaissent pas au tireur le droit de révoquer le mandat. Ils admettent cependant : 1° qu'après l'expiration du délai de présentation, cette révocation peut avoir lieu sans restriction; 2° que, pendant le délai de présentation, cette même faculté peut être reconnue au tireur dépouillé du chèque contre sa volonté (vol, abus de confiance, perte, etc.).

Il résulte de là : 1° que, dans cette section, l'on est d'accord sur un point : à savoir que la révocabilité est une question accessoire qui dépend d'un autre : oui ou non le porteur a-t-il des droits propres sur la provision; 2° que, dans la négative, la révocabilité s'impose et que, dans l'affirmative, l'irrévocabilité doit être la règle, mais que cette règle souffre beaucoup d'exceptions.

La deuxième section était composée des représentants de l'Allemagne, du Brésil, du Chili, de la Chine, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie et du Siam; elle prit la résolution de renvoyer la question à l'exa-

men du Comité Central après avoir cependant consigné des observations de l'Italie et de l'Allemagne. L'Italie voudrait poser comme règle que le mandat ne peut être révoqué pendant le délai de présentation, mais que la révocation devrait déjà être permise avant l'expiration de ce délai dans le cas où le chèque perdu ou volé n'est plus entre les mains du porteur, afin d'en empêcher le paiement entre les mains d'un porteur illégitime.

La délégation allemande s'oppose à cette manière de voir. Elle fait ressortir que la question n'est pas d'un grand intérêt pratique. En général, le tiré, averti par le tireur, du fait que le porteur a perdu le chèque, ne paiera pas au présentateur, parce que celui-ci n'a pas d'action contre le tiré. Comme le principe de l'irrévocabilité du mandat pendant le délai de présentation ne produit pas des résultats injustes, il importe de maintenir ce principe; car, en admettant une telle révocation du chèque, on amoindrirait la sécurité des transactions par chèque et on nuirait à sa popularité.

En résumé, cette section évite de s'engager à fond; elle est tiraillée d'une part entre le désir de sauvegarder les intérêts du porteur légitime dépossédé et de l'autre le désir de ne pas entraver la diffusion du chèque, en portant atteinte à sa sécurité.

La troisième section comprenait les représentants des Etats suivants : Costa-Rica, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Japon et Pays-Bas. La délégation

gation japonaise proposa de dire que le contre-ordre n'aurait d'effets qu'après l'expiration du délai de présentation. Les autres délégations furent d'accord pour demander que la loi uniforme déclare, sans tenir compte du délai de présentation que : « l'autorisation du tiré de payer le chèque à la charge du tireur s'éteint dès qu'il a reçu un contre-ordre de celui-ci ». La majorité met en relief qu'il s'agit moins d'un droit qu'on donne au tireur que d'une possibilité qu'on lui ouvre, not the right but the power. Elle ajoute que dans chaque cas concret, le tireur aura à se justifier envers le porteur du chef de la révocation qu'il a faite dans les circonstances données.

La règle proposée lui paraît être la conséquence naturelle du fait que le banquier, qui est le tiré, doit suivre les instructions de son client. De plus a-t-on dit, en cas de vol, etc. la limitation du droit de révocation ne permettrait pas de protéger efficacement les intérêts du véritable propriétaire. Un des délégués britanniques, M. Jackson, fait observer qu'il n'a jamais entendu dire que la faculté de révocation ait donné lieu à des abus.

A part le Japon qui n'admet la validité du contre-ordre qu'après l'expiration des délais légaux de présentation, toutes les délégations se prononcent pour la révocabilité absolue du chèque. Et cela, parce que le tiré est l'agent du tireur et aussi à cause des cas de perte, etc. Mais, observation à noter, c'est au tireur

qu'il appartiendra de démontrer qu'il a fait un usage légitime de la faculté qui lui est reconnue : la charge de la preuve de sa bonne foi lui incombe donc. Cette solution peut se concevoir, encore qu'elle soit un peu exorbitante du droit commun ; du moment que le tireur a créé un instrument de paiement et l'a mis en circulation, s'il le retire après coup, il doit justifier d'un motif sérieux ; si non, il jette un trouble dans les relations des hommes entre eux et doit en répondre.

Dans la quatrième section figuraient les délégués de l'Autriche, du Luxembourg, du Mexique, du Portugal, de la Serbie. Voici leur position : La section est unanimement d'avis que le chèque doit pouvoir être révoqué par le tireur, car la nécessité de compter avec une pareille révocation est un stimulant pour le porteur de présenter le chèque le plus tôt possible au paiement ; comme toutefois le danger d'être exposé à une révocation du chèque est nuisible à sa libre circulation, il y a lieu de limiter la révocation et de ne la considérer comme produisant des effets qu'après l'expiration du délai de présentation. Ainsi les deux intérêts qui dominent la matière, promptitude d'encaissement du chèque et libre circulation du chèque se trouvent garantis. Le délégué du Mexique se prononça contre toute limitation du droit de révocation.

Cette section, dans son ensemble, adopta donc une solution intermédiaire ; le tireur n'aurait le droit de révoquer le chèque qu'il a lancé dans la circulation

qu'après l'expiration des délais de présentation, soit, en France, 5 ou 8 jours selon les cas.

Quant à la cinquième et dernière section elle comprenait les représentants de l'Amérique, de la Belgique, de l'Espagne, du Panama, de Paraguay, de la Suède et de la Turquie.

Elle admit la même solution : « La section est d'avis que le tireur aura le droit de révoquer le mandat de payer qu'il a donné au tiré, le mandat étant un acte essentiellement révocable. Cependant si cette faculté appartenait au tireur pouvait être exercée absolument sans restriction en matière de chèque, elle pourrait être préjudiciable aux intérêts du tiers porteur ; en conséquence la révocation ne saurait produire d'effets qu'après l'expiration des délais de présentation. »

En définitive, à part les rares pays qui accordent un droit propre au porteur sur la provision, tous sont d'avis de reconnaître au tireur le droit de révocation ; mais quelques uns croient devoir le limiter, soit dans l'intérêt du porteur, soit dans l'intérieur général, dans le but de favoriser l'essor des chèques.

Au Comité Central (sixième séance ; mercredi 17 juillet 1912, après midi) la discussion fut très approfondie. M. Hammerschlag, délégué autrichien, commença par observer que c'était peut-être la question la plus importante : « A la fin du XIX^e siècle, les commerçants autrichiens ont entrepris une campagne très vive pour décider le gouvernement à faire une loi con-

cernant les chèques. Le motif principal de cette campagne était le fait qu'un chèque pouvait à chaque instant être révoqué par le tireur et que, par conséquent, il manquait de garanties suffisantes comme instrument de paiement. Dans le *Motivenbericht* de la loi autrichienne, on lit que le principe de l'irrévocabilité du chèque pendant le délai de délibération est le moyen le plus sûr d'en populariser l'usage.

En vérité, si on reconnaît que le but principal du chèque est de servir comme instrument de paiement, on ne doit pas admettre la révocabilité illimitée. Le preneur a fourni la contre-valeur du chèque au tireur; il lui a vendu des marchandises, il est payé par chèque. Il ne peut pas reprendre les marchandises qu'il a livrées et de même le tireur ne doit pas avoir le droit de révoquer le chèque valablement présenté. *Le tireur doit être dans la même situation que s'il a payé en numéraire.* On invoque toujours le cas de la perte d'un chèque. En effet, ce risque existe, on ne peut l'écarter complètement, de même qu'on ne saurait écarter les risques de la perte possible d'un portefeuille contenant de l'argent.

Mais ce risque doit être subi par celui qui a perdu le chèque et non par le porteur qui, de bonne foi, a acquis un chèque perdu.

M. Hammerschlag n'ignore pas que la loi anglaise admet la révocabilité; mais le chèque a dans le pays des racines profondes et une longue histoire; de telle

sorte que l'exemple de ce pays n'est pas décisif.

En stipulant dans la loi que la révocation est permise, on créerait un état de choses fâcheux, car on légaliserait un procédé déloyal. La loi, en défendant au tiré de payer un chèque, qui a été révoqué par le tireur, ébranlerait singulièrement la confiance du public dans le chèque en général.

M. de Nagy, délégué Hongrois, ayant observé que du moment qu'on ne reconnaît pas au porteur une action directe contre le tiré la révocabilité s'impose; M. Hammerschlag répondit : Est-il logique de dire : Parce qu'on ne peut donner ce droit au porteur, il faut qu'on rende encore sa situation pire en admettant la révocation du chèque ? Il croit que, si l'on n'admet pas l'action directe qui en effet est inadmissible, et, si l'on admet d'autre part la révocation du chèque, sa valeur est tellement amoindrie qu'il ne reste qu'un couteau sans lame auquel il manque le manche ».

• Il a été proposé d'adopter la règle qu'un chèque ne peut être révoqué avant l'expiration du délai de présentation, mais d'admettre une exception quant au cas de perte; mais alors n'est-il pas à craindre que quiconque veut révoquer un chèque pour une raison quelconque invoquera la perte ? Est-ce que le tiré *doit*, est-ce qu'il *peut* rechercher si une telle affirmation du tireur est vraie ou prétextée ? Celui qui perd un titre au porteur doit subir les conséquences d'une telle perte; ce principe doit valoir également pour le chèque.

Pour l'Autriche et pour tous les pays dont les lois actuelles défendent la révocation d'un cheque, la question a une importance toute spéciale. Une loi permettant la révocation, en opposition avec la loi nationale actuelle, serait une *véritable catastrophe pour l'emploi des chèques*. Au lieu de développer l'usage des chèques, une telle loi troublerait le commerce et irait directement à l'encontre de la tendance des commerçants à accepter ces chèques en paiement. Ils se diraient qu'ils ne pourraient accepter que les chèques des personnes qu'ils connaissent, car maintenant le chèque a été déclaré révocable par la loi, tandis que jusqu'à présent on était sûr que le chèque ne pouvait être révoqué pendant le délai de présentation. Une telle loi compromettrait d'une façon très dangereuse le système du paiement par chèques. La haute Banque et *les commerçants sont, en Autriche, tout à fait unanimes sur cette question* et ils n'hésiteraient pas un moment à dire : « Plutôt pas de loi sur le chèque qu'une loi admettant la révocation avant l'expiration du délai de présentation. »

M. Hammerschlag s'attira la réponse suivante de M. Sichermann, délégué hongrois, réponse particulièrement significative : la délégation hongroise est partisan de la résolution proposée presque à l'unanimité, par la troisième section, c'est-à-dire que le contre-ordre du tireur ait un effet *prohibitif* et *immédiat* dès que le tiré l'a reçu ; un effet qui d'ailleurs ne touche

ni à la validité du chèque écrit, ni au droit de recours du porteur contre le tireur et les endosseurs. *Cela impliquerait une modification de notre loi actuelle selon laquelle un pareil contre-ordre n'a d'effet qu'après l'expiration du délai pour la présentation, une disposition peu courante, qui jusqu'à présent n'est en vigueur qu'en Allemagne, en Autriche et en Hongrie. En général, chaque Etat tâche de conserver les dispositions de sa loi actuelle et si nous ne le faisons pas dans cette question-ci, c'est pour des raisons très graves, raisons pratiques que j'aurai l'honneur d'exposer.*

La modification de notre loi actuelle est désirée parce que durant les trois années depuis lesquelles elle est en vigueur, *l'expérience* a prouvé qu'en maintenant et en appliquant sérieusement la disposition en question, les intérêts du porteur propriétaire ne sont pas sauvegardés en cas de perte, de vol, et dans les cas assimilés.

En outre, la conviction s'est faite que cette disposition serait une source de conflits presque insolubles et en tout cas désagréables si nous ne respectons pas les contre-ordres de nos correspondants de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, et nous avons trouvé que la pratique n'a évité ces difficultés qu'en considérant ces dispositions de loi comme non écrites, grâce à une autre disposition qui refuse au porteur une action contre le tiré.

Alors, notre Gouvernement est d'avis qu'une disposition qui, en pratique, n'est pas appliquée et n'est pas applicable ne sert qu'à diminuer le respect dû aux lois.

M. Sichermann rappelle ensuite que le système de la révocabilité absolue est suivi en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, et cela sans inconvénients. Qui sont ces tireurs dont on a tant peur ? Dans le commerce international, ce sont, en cas normal, les banques elles-mêmes ; dans le commerce intérieur, ce sont les clients des banques, et les banques n'acceptent pas pour clients autorisés à tirer des chèques des personnes sur lesquelles elles n'ont pas reçu des informations rassurantes ; ce sont des commerçants, des industriels, des propriétaires, des hommes ayant des moyens, des hommes de précaution, conscients de leur responsabilité et qui, pour toutes ces raisons, ne donnent pas un contre-ordre si les circonstances ne le justifient pas. Sans doute il peut se faire que dans le nombre des clients, (il s'agit de millions dans un grand Etat), se trouvera quelque'un de mauvaise foi ou un fripon ; mais ce fripon devrait être fou si, pour commettre une fraude, il se servait du contre-ordre ; à quoi bon ce détour puisqu'il a une voie plus sûre et plus simple, consistant dans le dépôt d'une provision minime chez le banquier. Mais supposons que ce danger existe en réalité, la remise de l'effet du contre-ordre jusqu'à l'expiration du délai de la présentation peut-elle véritablement écarter ce danger d'un abus ou d'un crime commis par la

soustraction de la provision ? Pas du tout : parce que même si le tireur de mauvais foi avait une provision suffisante, lors de l'émission du chèque, il peut la toucher avant le porteur par un autre chèque ou il peut ordonner par télégramme ou par téléphone que le tiré **remette** la provision à une autre banque. Donc si le tireur veut agir de **mauvaise** foi, la remise de l'effet du contre-ordre ne donne aucune **sécurité** au porteur : cette soi-disant sécurité, pour me servir du mot d'un juriste allemand très estimé n'est qu'une auréole fausse. En ce qui concerne la diffusion du chèque, ce n'est pas seulement le porteur qui mérite attention. En pensant toujours à la position du porteur, on devient exclusif ; on oublie que pour développer l'institution du chèque, il faut, en première ligne, des clients qui se font ouvrir un compte de chèques, qui font des dépôts et qu'il faut des banquiers qui se chargent du rôle du tiré. Et selon mon expérience, les commerçants, les médecins, les avocats etc. ne font aucune difficulté quand il s'agit de prendre un chèque sur une créance déjà existante ; mais il est souvent difficile d'amener un rentier ou un propriétaire à prendre un carnet de chèques : ils le craignent comme une chose très dangereuse. Il ne faut pas augmenter leur méfiance. Quant aux banquiers, ceux-ci, en ouvrant un compte de chèques, aggravent leur responsabilité, parce qu'ils s'obligent à honorer les chèques de leurs clients, sans avis préalable. Il faut donc au moins les mettre à l'abri des

litiges et des reproches des parties intéressées. Sur les territoires où fonctionne le système allemand, le tiré peut respecter le contreordre du tireur sans que le porteur le puisse actionner. Sur ces territoires l'autorisation du tiré de payer un chèque émis par le failli avant la faillite s'éteint, même sans contre-ordre du syndic, dès que le tiré est avisé ou doit savoir que la faillite est ouverte. Voilà un cas où le porteur véritablement risque de perdre son argent si le tiré ne paie pas, parce que, dans ce cas, son recours n'a aucune valeur ou une valeur très douteuse; et néanmoins ici on se souvient tout à coup que le porteur n'a aucun droit sur la provision et personne ne se soucie de la sûreté de ce pauvre porteur. Mais on nous dit que sur les territoires où s'appliquent le système français, il y a une autre situation : en vertu de la théorie *que l'émission du titre transmet la part correspondante de la provision, il paraît logique qu'un contre-ordre ultérieur n'ait aucun effet.*

Mais on oublie que la transmission de la provision à l'émission du titre n'intéresse le tiré qu'au moment où le titre lui est présenté. C'est pourquoi, en réalité, la pratique nous présente une autre situation. M. Lyon-Caen a mentionné l'Ecosse où la loi anglaise a conservé la théorie anglaise de la cession; c'est vrai; mais toutefois l'article 75 de la loi anglaise selon lequel le contre-ordre du tireur a effet immédiat est en vigueur, aussi en Ecosse, sans inconvénient.

M. Sichermann observe ensuite que la doctrine et la pratique soit française, soit italienne, se prononcent pour la possibilité du contre-ordre. On n'est autorisé, il est vrai, à se servir de ce remède qu'aux cas de perte et y assimilés; mais ce n'est pas au tiré d'examiner si l'avis était bien fondé et justifié; il a reçu l'avertissement; alors il ne paie plus, seul le tireur devra justifier qu'il a donné le contre-ordre à bon escient. Si un Etat estime que ses lois civiles ou pénales ne sont pas suffisantes pour réprimer et punir des abus par un contre-ordre, il devra fixer des amendes (loi belge, art. 5), ou toute autre peine nécessaire; mais il n'y a pas d'autres remèdes que d'accepter le contre-ordre avec un effet immédiat ou l'opposition.

Enfin on nous dit qu'il y a quelque chose de contraire à la bonne foi dans une disposition qui accorde au tireur le droit de frustrer le porteur; ce même porteur envers qui il s'est obligé par l'émission d'un chèque, mais il ne s'agit pas d'un droit; il s'agit seulement d'une possibilité (*power of countermanding*). Si la loi donnait un droit au tireur, alors il ne serait pas responsable pour avoir exercé ce droit bien que cela occasionne des dommages à un tiers; mais quand il s'agit d'un simple pouvoir, d'une possibilité, alors, le cas échéant, il doit justifier d'avoir usé de ce pouvoir si par l'exercice de ce pouvoir, il lèse les intérêts d'un ayant-droit.

L'un des délégués italiens, M. Schanzer soutient le

même point de vue que M. Sichermann : « on dit qu'en cas de perte du chèque, le banquier serait invité téléphoniquement à ne pas payer ; mais il lui semble que c'est là admettre en fait la révocabilité dont on ne veut pas cependant en droit ».

M. Fischel au contraire, soutient : « qu'il suffit qu'un seul cas soit connu dans le public, où un chèque, pris avec toute la tranquillité comme de l'argent comptant, ait été refusé, quand on l'a présenté au paiement, pour le motif qu'on l'avait révoqué le lendemain de sa création, pour jeter de la méfiance. C'est vrai qu'aujourd'hui aussi on voit des chèques non payés pour une raison ou une autre, mais ici le cas sera bien différent, parce que le porteur se rendra compte qu'il ne s'agit pas d'une infraction à la loi, mais que la loi ne défendait pas la révocation. Veut-on que le chèque soit un instrument qui remplace le *paiement* ou un titre qui n'est qu'une *promesse* de paiement ? Les personnes qui révoquent les chèques ne se rendront peut-être pas du tout compte que ce ne sont pas seulement les intérêts du preneur auxquels ils toucheraient par la révocation, mais peut-être ceux d'un porteur subséquent. Celui-ci a pris le chèque comme de l'argent ; il y voit une bonne signature comme tireur et ne pense nullement à la possibilité d'une révocation.

On a mis en avant les cas de perte ou de vol, etc. Pour ces cas, il est vrai, que, dans certaines circonstances, il pourrait être utile de contremander le paie-

ment; mais il ne faut pas légiférer seulement pour les cas exceptionnels; il faut, en premier lieu, protéger la circulation normale, on a trop de sympathie pour celui qui ne veut pas lui-même prendre les précautions utiles pour se sauvegarder contre la perte ou le vol d'un effet de valeur. M. Fischel dit que, quant à lui, il a beaucoup plus de sympathie pour les droits d'un porteur de bonne foi qui a reçu un chèque et qui doit l'encaisser pour peut-être lui-même faire face à une échéance et qui peut être ruiné si on lui ôte son droit d'être payé. D'ailleurs il ne faut pas oublier que, même dans la thèse de M. Sichermann, le droit de révocation appartiendrait au *tireur*; mais ce ne sont pas toujours les tireurs qui perdent les chèques qu'ils émettent. Un chèque peut tout aussi bien être perdu dans le corant de la circulation par un endosseur qui n'aura jamais le droit de révoquer.

Pourquoi donc serait-il indispensable de donner au tireur un droit qu'on ne veut et ne peut donner aux cinq ou six endosseurs suivants? Ce n'est pas ainsi que les cas de perte se règlent ou doivent se régler. Aujourd'hui quant on reçoit un avis qu'un chèque a été perdu, il est clair que cet avis émanant du tireur ou d'un endosseur a beaucoup de poids et on n'a jamais entendu que par la négligence des tirés dans ces cas des conséquences fâcheuses se seraient produites.

M. Carton de Wiart, délégué belge, essaya de mon-

trer que cet avis n'est pas à proprement parler une révocation, mais une mise en garde, une invitation à la prudence. Si le tiré, après avoir reçu cet avis, payait le chèque au porteur de mauvaise foi, il ne pourrait pas lui-même exciper de sa bonne foi; mais aurait commis au contraire une faute lourde et dès lors il ne serait pas valablement libéré par son paiement. En fait donc un tel avis donne presque autant de garanties qu'une révocation.

M. Hammerschlag objecta, pour terminer, qu'il n'avait pas compris les arguments invoqués par M. Sichermann. Le délégué de la Hongrie cite le cas d'un « fripon » révoquant un chèque; or il ne s'agit nullement de « fripon ». Le danger se présente là où l'acheteur d'une marchandise, après l'avoir payée moyennant un chèque, trouverait ensuite avantage à ne pas la garder pour une raison ou une autre. Il n'aurait, dans ce cas, qu'à révoquer le chèque bien que le vendeur lui ait remis la marchandise étant de bonne foi que le chèque serait payé. Une pareille manière d'agir qui ne constitue pas, somme toute, une « friponnerie » ne devra pas être tolérée par la loi, pour ne pas amoindrir la confiance qu'on a dans le chèque.

Notons, en passant, que le délégué autrichien décrit par avance, le procédé du blocage dont il a été question ci-dessus : il ne le confond pas avec l'absence ou le retrait de la provision.

M. Ernest-Picard présente une rapide observation;

il rappelle qu'il y a trois sortes d'intérêts en présence, ceux du *porteur*, ceux du *tiré* et du *tireur*. M. Sichermann ne s'est placé que dans l'hypothèse du cas de perte et de vol. Il convient donc seulement d'examiner les conséquences auxquelles aboutirait les divers systèmes dans cette hypothèse. A cet égard, il estime que les observations présentées par M. Sichermann sont justes si le porteur est de mauvaise foi, mais s'il est de bonne foi, il devient victime et victime innocente. Le système est donc favorable à la fois au tireur et au tiré. Au contraire le système allemand reporte dans ce cas le risque sur le tiré, qui sera généralement un banquier. Puisqu'il faut que les risques soient supportés par un des trois intéressés, M. Ernest Picard préfère cette solution car ces risques lui paraissent avoir un caractère professionnel et le banquier est mieux que tout autre armé pour se défendre.

Les observations de M. Ernest Picard ne visent qu'un côté de la question; mais elles sont très intéressantes en ce que ce praticien, qui est aujourd'hui sous-Gouverneur de la Banque de France, admet l'extension de la notion de risque au paiement des chèques perdus ou volés, c'est-à-dire qu'il estime que, en principe, c'est le banquier tiré qui est responsable. Il y a là une idée qui est actuellement en train de faire son chemin.

Sir Mackenzie-Chalmers, délégué anglais, se borne à indiquer la situation en Angleterre : « Le banquier

est l'agent du tireur et n'a pas de relations avec le porteur. Il doit se conformer aux indications de son mandant. Si le tireur ne pouvait révoquer un mandat, le banquier se verrait mis dans une situation difficile au cas de vol ou de perte de l'effet. La révocation faite par le tireur est une mesure de protection pour le banquier. *Dans la pratique, le tireur ne révoque pas le chèque sans raison valable parce qu'il s'expose à une action du porteur et à se voir condamné au paiement du chèque, à des dommages-intérêts et à des frais.* Dans un grand nombre de cas, le tireur révoque le chèque sur la demande même du porteur, notamment en cas de perte.

Devant une telle mêlée d'opinions M. Von Simson émit l'avis qu'il y avait lieu de chercher un terrain de conciliation. Il lui semble que la révocation pure et simple était inadmissible pour les Etats qui donnent au porteur un droit d'agir contre le tiré; elle ne serait pas non plus désirable pour l'Allemagne par les motifs exposés par M. Fischel. On devrait donc poser comme principe qu'une révocation ne produit son effet qu'après le délai de présentation. Mais le Comité Central pourra en même temps exprimer son opinion sur la situation qui est créée en cas de perte et de vol. On pourra peut-être dire ceci : « Si le porteur a été dépossédé de son chèque, le tiré à qui le porteur a donné avis de ce fait, n'est valablement li-

libéré en payant le chèque que si la personne qui présente le chèque a prouvé sa bonne foi.

La discussion étant alors close, le Président dit que le Comité avait à statuer sur quatre questions :

1° Faut-il reconnaître le droit de révocation ? La réponse fut affirmative à *l'unanimité*.

2° Cette révocation ne doit-elle avoir d'effet qu'à près l'expiration du délai de présentation ? Les votes se partagèrent *également* ; les Etats-Unis, la Hongrie, le Danemark, la Grande-Bretagne, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Siam et la Suède se prononcèrent pour la révocabilité même pendant les délais de présentation ; l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la France, le Japon, le Luxembourg, la Russie et la Turquie se prononcèrent pour que la révocation n'ait d'effets qu'à l'expiration des délais de présentation. L'Italie et la Suisse s'abstinrent.

Comme aucune majorité n'existait (9 contre 9) ,le Président soumit aux voix la question suivante : Faut-il déclarer que si le porteur a été dépossédé d'un chèque, le tiré à qui le tireur ou le porteur a donné avis de ce fait n'est valablement libéré en payant le chèque que si la personne qui présente le chèque a prouvé sa bonne foi ? Votèrent pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Suisse et la Turquie (11). Votèrent contre la Hongrie, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Siam et la Suède (6).

S'abstinrent : les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la Russie (3). Le Président remit alors aux voix la question de savoir si la révocation ne devait avoir d'effet qu'après l'expiration du délai de présentation mais avec l'amendement suivant : Faut-il conformément à l'opinion italienne déclarer que, dans l'hypothèse de perte et de vol, cette révocation aura effet avant ce délai ? Voici quel fut alors le résultat du vote : Se prononcèrent pour l'adoption, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg la Russie et la Turquie (10). Se prononcèrent *contre* : les Etats-Unis d'Amérique, la Hongrie, le Danemark, la Grande-Bretagne, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas et le Siam (8). S'abstinrent : la Suède et la Suisse.

CHAPITRE IV.

Étude d'ensemble des solutions adoptées par les législations ou proposées par la doctrine et la pratique.

La question de savoir si le tireur peut révoquer le chèque qu'il a lancé dans la circulation est, ainsi qu'on l'a vu, résolue de façon diverse et contradictoire par les législations. Un point cependant paraît acquis dans toutes : à savoir que le tireur n'a pas à tenir *in-définiment* provision pour ses chèques. Il y a partout des délais de présentation, passé lesquels l'émetteur peut disposer de sa couverture.

Ces délais sont très variables selon les pays, parce qu'ils sont conditionnés par le degré de développement des moyens de transport et aussi de la civilisation économique. Voici quelques détails à cet égard : En Allemagne, par exemple, les délais sont de 10 jours : « Un chèque créé et payable en Allemagne doit

être présenté pour l'encaissement au tiré dans les 10 jours de sa création (art. II). »

En Autriche, ils sont, en principe, de 5 ou de 8 jours, selon que le chèque est ou n'est pas sur la même place (art. 9).

Au Brésil, l'on a adopté la même solution (art. 4).

En Bulgarie, le législateur a admis des délais un peu plus longs; 8 à 15 jours.

Au Chili, des délais plus longs encore : 30 et 50 jours.

Les Etats-Unis se bornent à décider « qu'un chèque doit être présenté au paiement dans un *délai raisonnable* après sa création » (art. 322 de The negotiable instruments law of New-York). Cette disposition est empruntée à la loi Anglaise qui ne précise pas davantage; mais dans la réponse au questionnaire du gouvernement hollandais, il est spécifié « qu'un délai raisonnable, c'est un délai de vingt quatre heures ».

En France, les délais sont de 5 à 8 jours.

En Hongrie, la législation est très complète et le chèque payable à l'intérieur doit être présenté au paiement dans les conditions ci-après : 1° Lorsqu'il aura été créé à l'intérieur dans les 10 jours de sa création; 2° Lorsqu'il aura été tiré dans un autre pays d'Europe, à l'exception de l'Islande ou des Iles Feroë dans les trois semaines; 3° Lorsqu'il aura été tiré dans les pays d'Asie ou d'Afrique riverains de la mer Méditerranée ou de la Mer Noire ou dans les îles qui

dépendent de ces mers, dans le mois; 4° Lorsqu'il aura été tiré dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, au Canada, à Terre-Neuve, au Mexique, aux Iles Açores, à Madère, aux Iles Canaries ou dans l'une des îles du Cap Vert, dans les deux mois; 5° Lorsqu'il aura été tiré en tout autre lieu, dans les trois mois (art. 8).

L'Italie fixe 8 et 15 jours.

Le Mexique a une règle un peu particulière : « Le porteur d'un chèque devra le présenter au paiement dans les 8 jours qui suivront immédiatement sa date s'il est tiré sur la même place. A ce délai s'ajoutera un jour par 100 kilomètres de distance entre le lieu de tirage et celui du paiement lorsqu'ils sont différents ».

La Roumanie se prononce pour 8 et 15 jours.

Les délais de présentation d'un chèque sont donc par la force même des choses assez variables selon les législations. Notons que, sauf exceptions, le tireur reste tenu après l'expiration de ces délais; mais il peut disposer de la couverture qu'il a chez le tiré, quitte à la reconstituer ou à payer d'une autre façon. En principe donc, il n'est pas libéré; mais il peut reprendre sa provision, l'utiliser à son gré, ce qui équivaut à la révocation du chèque émis mais tardivement présenté. Il ne peut encourir de ce chef ni responsabilité civile, ni, à plus forte raison, de responsabilité générale. Cesare Vivante se prononce dans ce sens

dans les termes suivants : « Le tireur n'est pas obligé envers le possesseur du chèque de laisser la provision dans les mains du tiré après les délais légaux, parce qu'étant exposé à l'action en garantie du même possesseur ou d'un cessionnaire, il doit pouvoir retirer les fonds nécessaires pour payer; s'il en était autrement, il devrait se tenir prêt à payer une somme double de celle portée sur le chèque. Aussi ne peut-on dire en contravention le tireur qui émet un nouveau chèque sur la provision qui aurait été épuisée par un chèque précédent, si le délai dans lequel il devait être présenté est passé inutilement. Il reprend la faculté de disposer de cette provision par de nouveaux chèques au fur et à mesure que s'écoulent les délais dans lesquels elle devait être appliquée au paiement des chèques déjà émis.

Moyennant l'émission de ces nouveaux chèques, il peut se procurer les fonds nécessaires pour payer les possesseurs des chèques précédents qui agissent contre lui par voie de recours ou de garantie (*Traité de Droit commercial*, t. III, p. 682, n° 1430). Ni MM. Lyon-Caen et Renault, ni MM. Thaller et Percerou, ni MM. Lacour et Bouteron ne paraissent s'être préoccupés de cette question, mais la solution est certaine; la provision redevient libre et le tireur peut en disposer, bien que, en règle générale, il reste débiteur.

La possibilité de la révocation d'un chèque, après

l'expiration des délais légaux de présentation, est unanimement admise; mais l'accord cesse quand il s'agit de savoir si le chèque est également révocable tant que courent les délais de présentation. L'affirmative est suivie dans beaucoup de pays et notamment en Angleterre et en Amérique, c'est-à-dire dans les pays où le chèque est incomparablement plus développé que partout ailleurs. Le moyen, après cela, de n'être pas un peu sceptique quand on prétend que la faculté de révocation serait une catastrophe pour le chèque? L'exemple de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, si digne qu'il soit de retenir l'attention, n'est cependant peut-être pas décisif, car la mentalité des peuples est assez diverse et des dispositions qui sont sans danger ici peuvent au contraire être néfastes ailleurs. C'est le cas de répéter : « Vérité en-deça des Pyrénées, erreur au-delà ». Des délégués anglais et américains affirmèrent à la Haye qu'ils n'avaient jamais entendu dire que la faculté de révocation ait donné lieu à des abus, mais que, au contraire, elle avait fait échouer bien des fraudes. Et les délégués allemands et autrichiens prétendaient que cette faculté compromettrait d'une manière très dangereuse le système du paiement par chèque. Sans doute, les dires des uns et des autres, encore que contradictoires, étaient également fondés. Preuve que les institutions doivent être modelées sur la psychologie des peuples, auxquelles elles sont destinées; preuve aussi peut-être

que les tentatives d'unification du genre de celles qui étaient poursuivies à la Haye, encore que bien désirables en soi, sont destinées à un échec de fond qu'on essaye de dissimuler sous des accords de pure façade.

L'exemple de la Hongrie est susceptible de renforcer la thèse de la révocabilité même pendant les délais de présentation, puisque ce pays a une législation qui n'admet la révocation qu'après l'expiration des dits délais, et qu'il désire passer au système anglais. Il semble donc que l'expérience soit faite. Pendant trois ans, disait M. Sichermann (17 juillet 1912), la Hongrie a expérimenté le régime austro-allemand; il s'est révélé, à l'épreuve, plein d'inconvénients; à ce point que les personnes qualifiées aspirent au système anglais et américain; mais ce serait sans doute s'avancer beaucoup que de tirer des conséquences générales d'un cas qui est peut-être spécial.

Pour ce qui est de la révocation pendant les délais de présentation, l'on a donc deux thèses qui s'affrontent; d'un côté la thèse anglo-américaine de la *possibilité* et de l'autre la thèse austroallemande de l'*impossibilité*. Sans doute la thèse anglaise s'explique-t-elle parce que le chèque a un long passé dans ce pays, qu'il y est acclimaté, apprécié et qu'il constitue un mode de paiement distingué, décoratif et qui met en jeu une question d'honneur. L'ambiance psychologique et sociale est un facteur dont on ne saurait

exagérer l'importance. Beaucoup de personnes se font, en France, tirer l'oreille pour payer leur loyer, alors qu'elles règlent leurs dettes de jeu dans les vingt-quatre heures. C'est l'effet du point d'honneur.

Sans doute aussi, la thèse austro-allemande s'explique parce que le chèque a depuis peu reçu un statut légal dans ces pays, qu'il y est encore relativement peu développé, qu'il faut l'entourer de soins. Bref, c'est le système de l'« l'infant protection ». Mais ces pays ne peuvent méconnaître que cette irrévocabilité, encore que limitée, présente de sérieux dangers en cas de perte et de vol et ils essayent d'y remédier, n'hésitant pas à sacrifier la logique à l'utilité. Ils s'efforcent de distinguer entre la révocation et l'avis donné au tiré de la perte et du vol. C'est ingénieux; mais ne l'est-ce pas trop? En présence d'un avis, le tiré pourrait continuer de payer; mais, en fait, il ne le ferait pas, puisqu'en ne payant pas, il n'encourt pas de risques, alors qu'en payant, il se constitue de lui-même en état de faute lourde, si le paiement n'est pas libératoire pour le tireur. Mais alors d'assez graves difficultés naissent: le tireur pourra toujours prétexter la perte ou le vol et le chèque sera au moins temporairement bloqué. Le tiré ne peut pas se faire juge de la question de savoir si le vol ou la perte sont des réalités ou des prétextes; il n'en a pas les moyens; le seul parti qu'il puisse raisonnablement prendre, c'est de ne pas payer. D'autre part la perte et le vol ne sont

pas les seules hypothèses où la révocation pourrait être justifiée; tous les juristes en citent d'autres.

Sur le terrain pratique, l'on est donc, semble-t-il, dans l'impossibilité d'arriver à une solution uniforme en ce qui concerne la faculté de révocation; heureuse ici, elle peut être fâcheuse là; car les pays n'ont ni la même mentalité, ni le même degré de développement économique. Il appartient donc à chaque législation de réglementer l'instrument de paiement le chèque au mieux des intérêts du pays. Ce particularisme n'est certes pas l'idéal, car le chèque ne devrait pas connaître de frontières; mais il paraît encore s'imposer aujourd'hui. C'est même là, semble-t-il, la conclusion la plus nette qui se dégage des discussions de la Haye. Sur des points essentiels, non seulement les juristes mais les hommes d'affaires défendent des solutions contradictoire. Et cela, non pas pour des raisons de principe, mais pour des motifs puisées dans les nécessités pratiques.

Vainement voudrait-on déduire une solution en ce qui concerne la faculté de révocation de ce l'on appelle communément la nature juridique du chèque. A la Haye, les délégations n'insistèrent pas beaucoup sur ce point de vue; mais il y fut fait des allusions. A diverses reprises, on observa que la question de la révocation était sous la dépendance d'une autre; celle de savoir si le porteur avait ou non une action directe contre le tiré; cette question elle-même dépen-

dant de la conception que l'on se fait du chèque : mandat ou cession de créance.

Dans une thèse, dont il a déjà été question (*La Fonction économique du chèque*, 1923), M. A. Buisson a abordé ce côté du problème : « Regarde-t-on le chèque comme un mandat ? Il paraît difficile, dans ce cas, pour ne pas dire impossible, d'enlever à l'émetteur le droit de faire opposition au paiement, de révoquer le mandat donné. Le tireur doit pouvoir donner au tiré les instructions et les ordres qu'il veut, puisque celui-ci est dans la situation de dépositaire par rapport au déposant. Or, aux termes de l'article 1937 du Code civil, le dépositaire ne peut payer qu'au déposant ou celui qui a été indiqué par lui pour recevoir » (p. 114). Il n'est pas exact, croyons-nous, que le tiré soit dans la situation d'un dépositaire. On parle bien, il est vrai, de « dépôts en banque » ; mais, sauf exception, ce n'est qu'une formule ; les sommes sont à la disposition de la Banque qui n'est tenue que de rendre. M. Buisson mêle les idées de « mandat » et de « dépôt » et cela trouble ses déductions. Néanmoins, dans l'ensemble, l'on peut admettre avec lui que, « il va de soi, pour que cette indication soit valable, il faut qu'elle ne soit pas contredite par une indication contraire du tireur. Et en cas de changement dans la volonté de ce dernier, c'est sa volonté dernière qui doit être respectée. Si donc, après l'émission du chèque, le tireur donne ordre au tiré de n'en

pas effectuer le paiement, cette dernière prescription annule la précédente et s'impose au tiré. C'est l'application et la conséquence nécessaire des principes généraux et, à part quelques décisions isolées, la jurisprudence s'est fixée dans ce sens.

Un revirement d'opinion semble cependant se dessiner depuis la promulgation de la loi de 1917, bien que, ainsi que nous l'avons fait remarquer, cette loi ne puisse avoir aucune influence sur la nature des conventions qui sont réglées par le droit civil et commercial.

On a soutenu, pour justifier cette évolution, que le chèque était *un mandat irrévocable*. Sans doute, il y a des mandats irrévocables; ce sont ceux qui ont été donnés à la fois dans l'intérêt du mandant et du mandataire (Cass. 11 février 1891, D. I, 97).

Mais dans le chèque, il semble bien que le mandat est surtout, sinon exclusivement, dans l'intérêt du tireur; c'est, en effet, un moyen commode de paiement: le tiré n'a qu'un intérêt tout à fait indirect à la bonne fin du chèque.

On veut, il est vrai, voir dans le chèque, un mandat donné aussi bien dans l'intérêt du tiers porteur que du tireur et ne pouvant dès lors être révoqué que par leur commune volonté. Comme le chèque, la lettre de change contient un mandat et ce mandat est irrévocable sauf exception; mais est-ce parce qu'il serait dans l'intérêt commun du tireur et du porteur? Pas

le moins du monde; c'est à raison d'un article exprès du Code de commerce : « il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de faillite du porteur » (article 149). A l'évidence, cet article eût été inutile s'il eût été possible de soutenir qu'il y avait mandat dans un intérêt commun. Et comme le fait remarquer M. Wahl (Précis théorique et Pratique de Droit Commercial) cet article 149 du Code de Commerce dérogeant au droit commun ne peut être étendu à la matière des chèques.

Si on analyse le chèque en une cession de créance, l'irrévocabilité est-elle certaine ? Dans les rapports entre tireur et bénéficiaire il n'y a aucun doute. Mais, au regard du tiré, la révocabilité du mandat n'est pas influencé par cette cession. La cession de créance est, dit-on, une convention par laquelle un créancier cède ses droits contre un débiteur à un tiers qui prend sa place. On estime, qu'entre les parties, ce contrat de transfert produit ses effets par le simple consentement. Mais à quel moment le cessionnaire, en l'espèce le porteur, devient-il le créancier du cédé ? A l'instant seulement où celui-ci a connaissance de la cession ; jusque là, le créancier reste titulaire de la créance vis-à-vis du cédé et peut toujours en disposer. Cela équivaut à dire en ce qui concerne le chèque que le tireur garde la faculté de révocation jusqu'à la présentation du chèque.

L'acte juridique qui se dissimule dans le chèque

est-il une délégation par voie de dation, par opposition à la délégation par voie de promesse que masquerait la lettre de change ainsi que le souligne M. Percerou, professeur à la Faculté de Droit ? La même conclusion s'impose entre le sparties. Ainsi, au point de vue juridique, que l'on analyse le chèque en un mandat ou en une cession de créance, ou même, comme nous le croyons, à la fois dans un mandat et une délégation produisant leurs effets respectifs interpartes, le banquier ne peut obéir qu'aux instructions de son client, quelle que soit la qualité du porteur de chèque, premier bénéficiaire ou tiers-porteur.

M. Buisson se demande ensuite comment concilier la révocabilité avec le droit à la propriété de la provision acquise au porteur dès l'émission du chèque et avec le rôle économique qui est dévolu à celui-ci : « On ne s'explique pas, disent MM. Lacour et Bouleron dans leur traité de Droit commercial, comment le tireur peut encore disposer de la provision après l'avoir remise au bénéficiaire du chèque. On peut, il est vrai, répondre à cette objection en disant que l'émission du chèque n'a pour effet de rendre le bénéficiaire propriétaire de la provision que sous la condition de l'exécution de l'ordre par la réalisation effective du paiement. En d'autres termes : le droit du porteur sur la provision suppose que le mandat contenu dans le chèque auquel il se rattache subsiste » (note de M. Ch. Lyon-Caen sous arrêt de

Cass., 19 mars 1902, D. 1902, I, 209). La cession de créance, la délégation constituant le lien juridique la dépendance étroite du mandat existant entre le tireur et le tiré et ne pourraient en définitive, produire leur effet et ne pourraient en définitive, produire leurs effets qu'à la condition que le tireur ne révoque pas l'ordre de paiement qu'il a donné.

Mais soutiennent avec force les partisans de l'irrévocabilité, cette faculté de révocation est contraire au principe de la bonne foi.

Celui qui reçoit un chèque en paiement doit avoir la même sûreté et les mêmes avantages que s'il avait été payé en argent comptant; c'est la condition *sine qua non* de la diffusion du chèque.

L'argument est sérieux et quelques auteurs, frappés de l'importance de ce point de vue, ont cherché la théorie juridique susceptible de justifier cette irrévocabilité. C'est ainsi qu'on a voulu voir dans la convention entre le tireur et le tiré une stipulation pour autrui devenue irrévocable par l'acceptation du bénéficiaire qui a déclaré vouloir en profiter et qui aurait ainsi une action directe et personnelle contre le promettant à l'effet de le contraindre à l'exécution de son engagement.

Théorie ingénieuse, dont le fondement juridique demanderait à être mieux fixé et qui ne pourrait, croyons-nous, que difficilement être admise pour le chèque passant de main en main.

M. Buisson a donc essayé de montrer que les diverses théories qui ont cours sur la nature juridique du chèque n'ont pas une influence absolument déterminante quant à la question de savoir si le chèque doit être révocable ou non et, à cet égard il a fait œuvre utile, parce que le terrain se trouve ainsi déblayé et que le problème de la révocabilité peut être envisagé en soi.

Mais il est resté à mi-chemin, n'apercevant pas que la question de la nature juridique du chèque est factice et artificielle.

Le chèque n'a pas de nature juridique; de là la vanité de toutes les doctrines, de toutes les constructions que l'on a tenté d'édifier, et sur lesquelles l'accord n'a jamais pu se faire. Ni le chèque-mandat, ni le chèque-cession, ni le chèque-délégation, ni le chèque-stipulation pour autrui, ni le chèque mandat-cession n'ont pu s'imposer ni à la législation, ni à la doctrine, ni à la jurisprudence.

Dans son très intéressant *Traité de Droit commercial*, Cesare Vivante a consacré quelques pages « à la construction juridique du chèque ». Le tireur assume par l'émission du chèque envers le possesseur, l'obligation de le faire payer; il lui promet, en d'autres termes, le fait du tiré, c'est-à-dire le paiement que celui-ci devra faire d'après la teneur du titre. Le tireur reste, à l'acte de l'émission et pour toute l'existence du chèque, débiteur principal; bien plus,

si le chèque est au porteur et que par conséquent manquent les endosseurs, l'unique débiteur reste le tireur, car le tiré n'assume jamais aucune obligation envers le possesseur du titre. Pour tenir ferme le crédit de cette promesse, pour l'assimiler autant qu'il est possible dans la pratique des affaires à une prestation immédiate d'argent, la loi renforce l'engagement assumé par le tireur en lui ordonnant par des sanctions civiles spéciales de s'assurer le concours du tiré avant l'émission et en le frappant, si ce concours ne se vérifie pas par la rigueur cam' aire de l'action de recours.

Tout le poids de la loi pèse sur le tireur, car on chercherait là, vainement, aucun point d'appui pour fonder une action du possesseur du chèque contre le tiré, qui n'y a pas apposé sa signature. La créance que le tireur a contre ce tiré ne passe pas au preneur du chèque et à ses possesseurs ultérieurs, pas même dans les limites de son montant, pas plus que ne passe au preneur et aux endosseurs d'un lettre de change l'action appartenant au tireur contre le tiré à raison de l'opération qui a donné naissance à l'émission (n° 1112). Si le tiré ne paye pas, le porteur du titre doit revenir en arrière et se retourner contre les endosseurs et contre le tireur, spécialement contre ce dernier, contre qui la loi le renvoie avec une grande énergie de sanctions civiles et pénales.

On a soutenu en sens contraire qu'en négociant le

chèque le tireur cède au preneur, celui-ci à son endossataire et ainsi de suite, le droit appartenant au premier contre le tiré et ce pour conclure que le dernier possesseur a un droit propre de créance contre le tiré. Mais, en vérité, il n'y a sur le chèque aucun mot qui puisse servir d'appui à cette cession imaginaire; il n'y a pas même trace du rapport fondamental auquel se réfère la créance du tireur, de sorte que le possesseur ne saurait même pas à quel titre s'en tenir pour exercer l'action qui aurait appartenu au tireur. Il n'y a dans la loi aucun point d'appui pour estimer que le législateur ait voulu avec le chèque, transmettre au preneur la créance du tireur; bien plus, il y a plusieurs indications en sens contraire, car la loi admet que le tireur puisse disposer de la provision, même après l'émission du chèque (anc. art. 343 qui suppose que la disponibilité de la somme puisse manquer par le fait du tireur et anc. art. 344 qui ne punit pas le retrait de la provision) et la doctrine presque unanime enseigne que la faillite du tireur brise dans les mains du possesseur l'instrument qui lui a été donné pour encaisser (n° 1421) et tous ces termes sont incompatibles avec l'institution de la cession qui transfère irrévocablement la créance cédée.

On a cherché aussi à considérer le possesseur comme un tiers envers qui le banquier a voulu s'engager directement (art. 1128, c. CIV). Mais si l'on prend en considération les véritables intentions des contrac-

tants, rien ne laisse croire que le banquier, en remettant au client un carnet de chèques, ait voulu s'obliger envers les possesseurs inconnus, incertains des divers chèques. Pour le banquier, le maître de l'affaire est le client dont il fait le service de caisse; c'est de lui qu'il entend recevoir les ordres, avec lui seulement qu'il veut régler ses comptes. Pour le banquier, l'obligation assumée de payer à l'ordre ou au porteur n'est qu'une *solutionis causa adjectio*, admise dans l'intérêt exclusif du client en qui il reconnaît un créancier. Et en effet comment peut-on croire qu'il ait voulu reconnaître au porteur indéterminé du chèque des droits distincts de ceux du tireur, si le porteur peut être le tireur lui-même ou un de ses commis (§ 9, art. 399). « On peut disposer au moyen d'un chèque des sommes disponibles en sa propre faveur ou en celle d'un tiers », qu'il ait voulu discuter sa dette et de chèques, entre lesquels sa dette unique peut être éventuellement se défendre contre tous les porteurs partagée en nombreuses fractions? Et faire connaître à tous les prétextes délicats et secrets pour lesquels il refuse d'exécuter les ordres de son client? Si cette théorie portait juste, si on légitimait cette ingérence des tiers dans les rapports des banques avec leurs clients, celles-ci feraient payer si cher aux clients l'emploi des chèques que le souci du législateur pour en divulguer la pratique au profit de l'économie nationale serait rendu vain.

A mon avis, la théorie admise dans notre droit positif peut se résumer ainsi : par l'émission du chèque le tireur promet le paiement du tiré; mais il reste maître de la provision existant chez ce dernier; la loi juge suffisantes pour garantir la fonction économique du chèque les graves sanctions civiles et pénales dont elle menace le tireur qui a promis ce paiement et n'est pas parvenu à le faire exécuter; ces graves sanctions assurent qu'il n'abusera pas de son droit de disposer de la provision, tandis que l'action directe du possesseur contre le tireur ne procurerait aucun avantage notable au dit possesseur contraint de prouver la créance du tireur et de subir toutes les exceptions opposables à ce dernier, rendrait plus coûteux l'usage des chèques en raison des menaces que cette action directe ferait aux banques tirées (n° 1390, p. 644 et suiv., t. III, 1911).

Vouloir rechercher la nature juridique du chèque, c'est, croyons-nous, s'engager dans une impasse. Le chèque n'a pas de nature juridique : c'est la matérialisation d'un engagement : matérialisation du même ordre que le billet de banque mais en différant à plusieurs égards.

CONCLUSION

On a souvent indiqué que le billet de banque et le chèque étaient nés dans le même berceau. Voici, par exemple, ce qu'on peut lire dans le *Bulletin de la Chambre de Commerce anglo-belge* de 1908 :

« Dans le dessein de se garantir de la perte et du vol, les orfèvres avaient pris l'habitude, au commencement du XVII^e siècle, de déposer leur or et leurs objets précieux à l'Hôtel des Monnaies. Mais en 1640, Charles 1^{er} s'appropriâ ces dépôts. Rendus prudents, les orfèvres s'organisèrent pour garder désormais chez eux leurs métaux précieux, et même ils acceptèrent des dépôts de la part des particuliers, se substituant ainsi à l'Hôtel des Monnaies. Et la série des opérations de banque se déroula toute, déterminée par ce fait initial. Les orfèvres ouvrirent des comptes-courants, consentirent des avances d'argent, firent des virements, délivrèrent des récépissés que l'on appela « Goldsmiths notes ». Ces billets d'orfèvres avaient une circulation plus facile que les monnaies légales elles-mêmes. C'étaient des billets de banque, mais une

métamorphose va s'accomplir²: ils vont se transformer en chèques.

En 1694, la Banque d'Angleterre fut créée; elle rendit d'importants services à l'Etat et reçut en compensation divers privilèges. C'est ainsi qu'en 1709, un act du Parlement décida qu'aucune banque ne pourrait être formée par l'association de plus de six personnes. C'est ainsi surtout qu'un autre act du Parlement en 1742, interdit de créer de nouvelles banques ayant pour objet d'émettre des valeurs sous forme de billets payables à vue ou au porteur.

Cette défense allait être l'origine du chèque.

Environ trente ans après le vote de l'act du Parlement de 1742, les banquiers adoptèrent une autre méthode pour traiter leurs affaires et cette méthode parut si insignifiante qu'on n'y attacha pas d'importance.

Le changement de méthode consistait en ceci : Les banquiers de Londres au lieu de remettre des billets payables sur leurs caisses à leurs clients, se contentèrent d'inscrire au crédit de ces derniers le montant de ce qui leur était dû et de leur remettre des carnets contenant un certain nombre de formules en blanc que les clients pouvaient remplir en faveur de qui leur bon semblerait ; ces valeurs étaient payables à vue et au porteur et le banquier s'engageait à en payer l'import à quiconque les présenterait à ses guichets,

pourvu qu'il eut reçu des fonds suffisants de son client pour en couvrir le montant. »

Le billet de banque et le chèque sont donc nés des mêmes besoins : ce sont des instruments destinés, à l'origine, à représenter et à monnayer des avoirs ; dans un cas, la Banque remet à ses clients des titres au porteur et à vue qui circulent comme des monnaies métalliques, si du moins l'on a confiance dans la banque émettrice ; dans l'autre, la Banque procède par « inscriptions en compte » et remet des formules, grâce auxquelles, le client pourra disposer de ces inscriptions en compte, soit en sa faveur, soit en faveur d'autrui, et cela, lorsque bon lui semblera. Essentiellement, ces deux procédés sont identiques ; le second présente seulement plus d'avantages pratiques ; il réduit les risques du déposant qui n'emporte pas son avoir et ne s'en servira qu'au fur et à mesure de ses besoins. Dans un cas, la contre-partie du dépôt est intégralement et instantanément remise ; dans l'autre, le client n'obtient que des *possibilités* de disposition et de retrait jusqu'à concurrence de son avoir. Si ces *possibilités* sont susceptibles d'être de façon certaine transformées en *réalités*, le procédé n'a que des avantages, puisqu'il permet de proportionner les retraits aux besoins. Dans les deux hypothèses, remise de billets ou remise de chèques en représentation d'un avoir, il y a un élément de confiance et de crédit qui intervient, puisque des espèces ou des métaux ayant en

soi une valeur sont remplacées par des « bouts de papier », mais, dans le chèque, le facteur crédit est plus sensible, la contre-partie du dépôt ou de l'avoir n'étant remise que peu à peu, par fractions.

Dans le procès de la B.I.C., M. Berthelot, a émis des observations qui se rapprochent singulièrement de celles que nous avons indiquées ci-dessus et qui les confirment. Voici ce qu'écrivait le *Figaro* du 3 juin 1923 : « Le public était, hier encore, **venu en foule**; il n'a pas été déçu et a pu entendre une fort **intéressante** conférence de M. Berthelot sur le billet de banque en Chine. M. A. Berthelot fait passer au Tribunal un album où se trouvent des billets de banque : billets anglais, français, chinois, billets de la B.I.C. Et c'est alors une causerie charmante, d'économie politique. La Banque Industrielle de Chine était forcée d'avoir une encaisse métallique. Je dois vous donner pour cela certains renseignements sur le billet de banque en Orient. Un billet de banque est, en principe, un billet au porteur et à vue. Accessoirement, il est devenu un bon de monnaie, cela le différencie du billet à ordre portant une date, car il est échu toujours et payable immédiatement. Il est remis par la Banque en échange d'espèces à présenter à l'escompte; le commerçant peut donc ainsi mobiliser ses espèces. L'Etat est alors intervenu et a accordé à certains établissements le monopole de l'émission.

En échange il a exigé d'eux une encaisse métallique

pour assurer le remboursement à vue. En Belgique, il y a deux banques : la Banque de Belgique et la Société Générale qui, toutes deux, peuvent émettre des billets. *Le caractère primitif du billet de banque a été perdu de vue par le public. En fait, le billet est devenu une monnaie.* Le cours forcé, en certaines périodes, en fait, du reste, un bon de monnaie. Regardez, dit M. Berthelot au Tribunal, ce billet de la Banque d'Angleterre, il est libellé comme un billet à ordre : « La Banque promet de payer au porteur, sur sa demande, la somme de... ». Le billet français, lui, est en deux types. Le seul qui ait conservé sa mention originaire est le billet de cent francs payable à vue ou en espèces. Cette mention a disparu sur les autres, si bien que, dans les campagnes, on l'a parfois thésaurisé croyant qu'il avait plus de valeur que les autres.

La B.I.C. a émis des billets sur lesquels elle écrit en anglais qu'elle promet de payer au porteur, sur sa demande, dans l'agence ci-dessus la somme de... En Chine, il n'y a pas de privilège d'Etat ; deux mille banques émettent des billets et cela depuis des siècles. Elles le faisaient au temps de l'Empire romain. La B.I.C. fut autorisée à en émettre concurremment avec les deux mille banques locales. Il y a même en Chine, des banques de quartier où le billet ne circule que dans un seul quartier d'une ville. En Chine, toutes les transactions se font en lingots d'argent dont la valeur est fixée au cours variable du gramme de métal. Les

Banques sérieuses doivent donc avoir, comme contrepartie de leurs billets, des lingots d'argent en caisse, car, en Chine, les paniques sont fréquentes, brutales, et, en quelques heures parfois tous les billets peuvent être présentés. Le billet de banque, en Chine, n'est donc qu'un effet commercial. L'Etat chinois en émet, mais de plusieurs sortes; chaque administration publique a le sien. Le Billet de la B.I. C. était arrivé à faire prime sur ceux des Banques d'Etat. C'est pourquoi nous avons toujours une encaisse suffisante en lingots d'argent. ». On voit le mécanisme : les clients déposent des valeurs, espèces, traites; ils reçoivent des billets à la place; mais comme il peut y avoir une panique, la Banque a une encaisse de garantie en argent, la monnaie effective de la Chine. Dans un pays primitif, les billets sont préférés aux chèques parce que, si nombreuses que soient les Banques d'émission, leur signature est cependant mieux connue que celles des personnes qui tirent des chèques. En prenant un chèque, l'on fait un acte de foi plus grand qu'en prenant un billet pour plusieurs raisons; d'abord, parce qu'une signature d'une Banque est, en général, plus appréciée que celle d'un particulier; ensuite parce que le statut légal imposé au billet est généralement plus strict et plus protecteur que celui qui est imposé en chèque. Et cela, parce que le billet a presque toujours cours légal, c'est-à-dire que le débiteur peut l'imposer à son créancier, tandis que le chèque n'a

cours que *inter volentes*. Mais au fond les deux instruments sont identiques quant à leurs droits essentiels et fondamentaux; le billet est, à l'origine, un chèque émis par une banque sur elle-même. Ils correspondent à deux stades dans l'évolution des procédés de paiement: le chèque supposant un degré de civilisation économique plus élevé.

Billet et chèque sont deux *procédés* de libération nés de la pratique et que le législateur a, par la suite, réglementés de façon d'ailleurs diverse. Le crédit des billets est, en grande partie, fonction de leur statut légal, encore que les pratiques de la Banque émettrice doivent aussi être prises en sérieuse considération. Il est permis, par exemple, de penser que le régime légal du billet de la Banque de France n'est pas très satisfaisant; mais il avait été corrigé et amendé par la politique de prudence suivie par cet institut d'émission. Pour ce qui est du chèque, la remarque précédente est plus exacte encore; son crédit dépend sans doute de la personne qui le tire; mais il dépend surtout du statut légal dont il est doté. En matière de chèque, étant donné le nombre illimité des tireurs, la législation a une importance capitale; si elle est bien comprise, le chèque se développera; si non, il végètera.

La loi ne doit guère avoir qu'un but: rendre le chèque sûr, parce que s'il était sûr, il trouverait en lui-même, dans ses qualités propres, la force suffisante

pour évincer peu à peu les autres procédés de paiement, aucun ne l'égalant, à sécurité identique.

La faculté de révocation est-elle compatible avec cette sécurité ? Il semble bien que l'affirmative s'impose, puisqu'elle existe dans les pays où le chèque a pris le plus vif essor et qu'elle permet de parer dans une certaine mesure aux risques de perte, de vol et d'abus de confiance. Mais c'est à une condition cependant : à savoir qu'elle soit réprimée civilement et pénalement toutes les fois qu'elle est opérée de mauvaise foi.

L'éducation du public reste à faire en matière de chèque : il ne doit pas se leurrer de l'illusion que le chèque est une monnaie, car il éprouverait alors des déceptions et cet instrument si précieux finirait par tomber dans le discrédit. Presque chaque jour, en effet, les journaux relatent des cas « d'escroqueries au chèque ». Le public doit avoir sans cesse présente à l'esprit la maxime que voici : « Tant vaut le tireur, tant vaut le chèque ». L'élément « confiance » joue un rôle si primordial dans le chèque que les dettes constatées par cet effet devraient apparaître comme des « dettes d'honneur » dont on sait que, à l'encontre des dettes civiles, elles sont presque toujours réglées.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu : Le Président de la Thèse,
G. JÈZE

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris :
APPELL

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : Ce qu'est un chèque	5
Ce qu'est le problème de la révocation	5
Plan de l'étude	5
CHAPITRE I ^{er} : La Révocation dans les diverses légis-	
lations	11
(Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique,	
Brésil, Bulgarie, Chili, Colombie, Costa-Rica,	
Equateur, Espagne, Etats-Unis, Finlande,	
Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Ja-	
pon, Lettonie, Mexique, Pérou, Portugal, Rou-	
mnie, San-Salvador, Serbie, Scandinavie,	
Suisse, Turquie.)	11
CHAPITRE II. : La Révocation dans la Législation	
Française	27
(Révocation et succédané : Le bloquage. —	
Opinions de la Doctrine. — La Législation. —	
La Jurisprudence : Les propositions de réforme;	
Bokanowski, Buisson, Fould et Guy De Mont-	
jou, Valude.)	27
CHAPITRE III. : La Révocation à la Conférence de la	
Haye de 1912	45
(Réponses des sections ; du Comité Central. —	
Opinions de MM. Hammerschlaz, de Nagy,	
Sichermann, Schanzer, Fischel, Carton de	
Wiart, Ernest Picard, Sir Mackenzie, Chal,	
Mers. — Les solutions adoptées. — Votes des	
délégations	45

CHAPITRE IV. : Etude d'ensemble des solutions adoptées par les Législations ou proposées par la Doctrine et la pratique	67
Point acquis : La Révocation est toujours possible après les délais de présentation ; que décider dans l'intervalle ? — Aperçu des délais de présentation dans les principales législations.	67
La faculté de révocation dépend-elle de la nature juridique du chèque ? — Examen approfondi. — Le chèque-mandat ; le chèque-cession de créance ; le chèque-délégation ; le chèque à la fois mandat et délégation. — Le chèque n'est qu'un « procédé ». — Opinion de Césaire Vivante	67
CONCLUSION : Le chèque et le billet de banque. — Le développement du chèque, fonction de sa technique juridique	85

